



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2758 | 62^e année | Du 6 au 19 novembre 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

LAISSEZ PARLER LA REINE !

Pour les médias d'outre-Pyrénées, la reine Sophie d'Espagne viendrait de commettre un péché. Un livre récent, *La Reina muy de cerca*, relève des propos qu'elle aurait tenus sur l'union homosexuelle qu'elle refuse d'appeler "mariage", sur la nécessité d'enseigner la religion aux enfants, de même que sur l'avortement et l'euthanasie qu'elle réprouve. Le Palais royal a cru devoir publier un communiqué embarrassé disant qu'elle n'a pas exactement dit cela... Tel est le drame des monarchies modernes où tout le monde peut avoir un avis sur tout, sauf la famille royale ! Nous ne savons pas si ces propos sont vraiment ceux de la reine, mais si scandale il y a, il est dans la réaction des médias. En quoi met-elle en cause les institutions "démocratiques" en disant librement ce qu'elle pense sur des sujets qui tiennent plus aux fondements de la civilisation qu'à la politique politicienne et qui relèvent donc du domaine dont la famille gardienne de la pérennité du royaume doit le plus se préoccuper ? Tous les rois n'ont pas la possibilité - ou le courage... - de se mettre, comme Baudouin de Belgique en 1990, quelques heures en congé de monarchie pour ne pas endosser la responsabilité d'une loi légalisant l'avortement. Mais qu'un membre de la famille royale, héritier des rois catholiques, par-delà le corset des institutions, et même sans pouvoir jouer un grand rôle, fasse savoir qu'il voit au-delà des lois de circonstance (et qui passeront), cela ne peut qu'encourager ceux, nombreux dans le "pays réel", qui déplorent ces lois amORALES, donc rehausser l'image de la monarchie comme ultime recours.

M.F.



Banques "assistées", grèves annoncées, papys au boulot...

La République improvisée

PAGE 3

La "culture de mort" que dénonçait si justement Jean-Paul II prétend s'ériger en contre-Église. En choisissant effrontément le 2 novembre pour lancer sa "Journée mondiale pour la légalisation de l'euthanasie", l'association qui milite pour ce qu'elle appelle « *le droit de mourir dans la dignité* » s'est propulsée jusqu'au sacrilège. Vouloir transformer en un jour de lutte, de revendication idéologique et de manifestation de rue, ce jour que depuis toujours les chrétiens consacrent au souvenir et à la prière pour les parents et amis trépassés, cela relève non pas d'un débat d'idées, mais tout simplement de la haine des mœurs de notre vieux pays chrétien. Ces provocateurs qui n'ont rassemblé que quelque deux cents personnes sur le parvis du Trocadéro ignoraient que cette année le "jour des morts" était le lundi 3, la liturgie funèbre ne pouvant être célébrée le dimanche... Il n'en reste pas moins

□ EUTHANASIE

La mort profanée

Les partisans de l'euthanasie ont choisi le 2 novembre comme journée privilégiée pour exprimer leur revendication.

que la campagne pour la légalisation de l'euthanasie est relancée et que désormais ils oseront tenter de violenter dans leurs sentiments, voire de culpabiliser ces époux, ces épouses, ces pères, ces mères, ces fils, ces filles, qui ont jusqu'au bout accompagné un être cher dans son agonie, alors que, selon la "culture de mort", il aurait été plus "charitable" de l'achever tout de suite sans se demander si ce suicide assisté ne consistait pas à priver cet être cher du bienfait expiatoire de la souffrance acceptée jusqu'à la lie.

Bien sûr, pas question de juger les personnes qui, devant affronter des cas d'extrême dou-

leur, ont choisi leurs responsabilités, mais rien ne permet de penser qu'une loi, avec toutes les passions que soulèveront sa discussion et son application, sera le meilleur moyen de résoudre un drame qui dépasse de loin les forces humaines. C'est l'illusion de la "démocratie des mœurs" qui n'est qu'un moyen de fuir sous le paravent d'une loi écrite les devoirs qu'impose la loi naturelle, non écrite. Comme le dit le cardinal Barbarin, archevêque de Lyon, dans *Le Figaro* du 2 novembre, le mot dignité est « *un piège ou une tromperie s'il entend déterminer quelles sont les conditions d'une vie digne et obtenir, par la loi, le droit de don-*

ner la mort à ceux dont on juge qu'ils sont sortis de ce cadre ». Et le prélat va au fond du problème, disant que « *l'euthanasie n'a rien d'une mort douce* », car « *derrière ce qu'on appelle les "cas limites" il y a en fait notre difficulté à bien accompagner celui qui va mourir. C'est cela que nous devons assumer avec courage par amour de celui qui s'en va.* » Paroles autrement plus réconfortantes que les "manifs" des égoïstes pour qui la qualité d'une vie éclipsé le sens de la vie, et qui, pour imposer leur idéologie morbide, en sont réduits à travestir les traditions chrétiennes.

MICHEL FROMENTOUX



■ IN MEMORIAM

L'hommage de L'AF :

Pierre Pujo, un an après



PAGE 2

■ HISTOIRE

Il y a 90 ans l'armistice... :

Le coût de la défense de la nation



PAGE 14

■ ÉCONOMIE

Face à la crise :

Sarkozy fait sa révolution



PAGE 16

Déjà un an qu'un appel de sa sœur Marielle au petit matin nous apprenait cette issue fatale que nous redoutions depuis quelques jours et que nous aurions tant espérée plus lointaine, car notre directeur, même s'affaiblissant physiquement, restait admirable de courage et d'intelligence politique.

Déjà un an qu'en cette veille de la fête nationale du 11 novembre, nous pensions, les larmes aux yeux, que la France perdait encore un de ses fils ayant donné son dernier souffle pour l'amour et la défense de la patrie.

Déjà un an, le 16 novembre, qu'une grande foule, par un glacial matin d'automne, et en dépit d'une grève des transports parisiens, remplissait la Madeleine pour assister aux obsèques solennelles, manifestant ainsi la considération affectueuse que lui portaient tous ceux qui l'avaient vu à l'œuvre, même ceux qui s'étaient pour diverses raisons éloignés de l'Action française, car tous savaient qu'il n'avait jamais servi que la France en tant que nation souveraine, notre bien commun.

Déjà un an que nous l'accompagnions jusqu'à sa dernière demeure, le petit cimetière de Ferrières-en-Gâtinais, où il rejoignait son père Maurice Pujo (1872-1955), dont il fut l'inébranlable continuateur, et sa mère Élisabeth (1896-1989) qui contribua tant à forger son âme de combattant intégral.

Un grand exemple

Nous étions certes un peu abasourdis mais il suffisait, pour surmonter notre peine et pour ne pas être tentés de baisser les bras, de nous rappeler ce qu'avait été la vie du président du Comité directeur de l'Action française, directeur de *L'Action Française 2000*. Depuis sa naissance le 19 novembre 1929, il avait bai-

HOMMAGE

Pierre Pujo, un an après

Il y aura un an dans la nuit du 9 au 10 novembre prochain Pierre Pujo rendait son âme à Dieu.



Pierre Pujo devant la statue de Jeanne d'Arc en mai 2005

gné dans l'atmosphère et dans les principes de l'Action française. Maurice Pujo lui avait inculqué une rigueur intellectuelle et un sens de la vérité politique dont il ne se départit jamais.

Militant étudiant, vendeur à la criée, défenseur intrépide de l'Algérie française, directeur d'*AF Université*, il avait déjà bien des hauts faits à son actif quand en 1966 il entra en politique "comme on entre en religion" et renonça à une carrière dans une grande banque pour prendre la direction d'*Aspects de la France*, qui allait devenir *L'Action Française hebdo* en 1992 et *L'Action Française 2000* en 1999. Les épreuves ne l'épargnèrent point, son âme de feu parvint toujours à les surmonter, tandis que les vaniteux, les impatientes les ambitieux, les novateurs imbus d'eux-mêmes qui, même en parfaite bonne foi, se heurtèrent à son intransigeance doctrinale n'ont jamais réussi qu'à disperser les forces royalistes et à gaspiller des

talents. De Pierre Pujo un an après nous reste l'image d'un grand Français qui n'a jamais pu croire que la nation française avait "fait son temps" et qui, sans jamais renier en quoi que ce fût le nationalisme qu'a imprimé Maurras en nos cœurs, s'efforçait de rassembler sur le seul terrain de l'intérêt national les Français de toutes les familles politiques, souverainistes notamment. Son combat ne fut pas vain, et si l'Europe technocratique et mercantile de Bruxelles n'inspire aujourd'hui plus grande confiance aux Français dignes de ce nom, le soutien assidu de l'Action française et de Pierre Pujo à toutes les campagnes pour l'indépendance de la France n'y est pas pour rien.

Pierre Pujo s'était tellement identifié à l'Action française que sa mort nous a laissés bien seuls. Mais l'hommage dû à une telle personnalité consiste essentiellement à continuer de vivre comme il aurait voulu nous voir vivre, en poursuivant ce qui fut le combat de

toute sa vie. L'année écoulée ne fut certes pas un long fleuve tranquille. Au moins, sous la direction de Marielle Pujo, le journal est-il encore là, et c'est l'essentiel car il est la vitrine irremplaçable de nos idées de salut public et le mouvement sans lui risquerait de n'être qu'agitation. Il est encore là, et sous son nom, affichant fièrement ces deux mots "Action Française", dont la reconquête en 1992, au risque des tribunaux de la république, avait été l'une des plus grandes joies de Pierre Pujo. Ces deux mots expriment le magnifique héritage que nous assumons et dont nous n'avons nullement à rougir. Bien au contraire !

L'AF 2000 est toujours là

Dans la continuité de Pierre Pujo, *L'Action Française 2000* se doit de garder son entière liberté de juger toute affaire politique en s'appuyant sur l'expérience et l'observation des faits - l'empirisme organisateur de nos maîtres - et sur aucun *a priori* idéologique, ni de droite ni de gauche. Elle garde aussi - et sur ce principe Pierre Pujo n'a jamais transigé - sa liberté de rester fidèle à la famille qui fit la France de génération en génération et qui la refera en unissant son bien propre au bien commun - la famille de France dont le chef est actuellement M^{gr} le Comte de Paris, Duc de France.

L'œuvre de Pierre Pujo continue donc, elle nécessite toujours pour aboutir que non seulement l'équipe des rédacteurs, mais aussi les lecteurs du journal redoublent d'efforts. En ce premier anniversaire de la mort de celui qui a donné sa vie pour le jour-

■ UNE MESSE pour le repos de l'âme de Pierre Pujo sera célébrée pour le premier anniversaire de sa mort le samedi 15 novembre à 10 h 30 en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (Paris 1^{er}).



veau sa cousine sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus et les Sœurs du Carmel de Lisieux qui ont déjà tant soutenu l'Action française. Seront dans nos pensées ces saints et saintes de France qu'invoque si chaleureusement Charles Maurras dans la *Prière de la fin* qui fut récitée lors de l'inhumation de Pierre Pujo l'an dernier au cimetière de Ferrières-en-Gâtinais :

« Le combat qu'il soutint fut
[pour une Patrie,
Pour un Roi, les plus beaux qu'on
[ait vus sous le ciel,
La France des Bourbons, de
[Mesdames Marie,
Jeanne d'Arc, et Thérèse, et
[Monsieur Saint Michel »

MICHEL FROMENTOUX

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Politique :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Georges Ferrière, Michel Fromentoux,
Nicolas Hainaut, Stéphane Piolenc
Étranger : Pascal Nari
Économie : Henri Letigre
Enseignement, famille, société :
Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Aristide Leucate, Frédéric Wincler
Culture :
Monique Beaumont,
Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons,
Norbert Multeau, Jean d'Omiac,
François Roberday, Alain Waelkens
Histoire :
Yves Lenormand, Laure Margaillan,
René Pillorget, Francis Venant
Art de vivre : Pierre Chaumeil
Chroniques :
François Leger, Jean-Baptiste Morvan
Médias : Denis About.
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

MÉDIAS

» CENSURE MAROCAINE

L'Express a consacré sa une du 30 octobre au « choc Jésus-Mahomet ». L'hebdomadaire entendait "ouvrir le débat", évoquant « Jésus, le messager rebelle », « Mahomet, prophète et guerrier », affirmant que « la Bible est loin du Coran ». Ce dossier porterait « atteinte à l'islam » selon le gouvernement marocain, qui a annoncé le 31 octobre l'interdiction de la diffusion du numéro. Une mesure prise en vertu de l'article 29 du Code marocain de la presse, rapporte l'AFP : « Le ministre de la Communication peut, par une décision motivée, interdire des publications étrangères "lorsqu'elles portent atteinte à la religion islamique, au régime monarchique, à l'intégrité territoriale,

au respect dû au roi ou à l'ordre public". » *L'Express* avait pourtant pris la précaution de changer la couverture de son édition internationale, où le visage de Mahomet apparaît caché.

» GOOGLE

Google n'en finit pas d'étendre son influence. Le géant de l'Internet hébergerait 10 millions de sites sur ses serveurs, soit plus de 10 % des sites actifs, selon une étude de la société Netcraft citée par *clubic.com* le 31 octobre 2008. Par ailleurs, la firme vient de lancer la version francophone de son encyclopédie ; baptisée *Knol*, elle se distingue de *Wikipedia* en évitant l'écueil de l'anonymat : plusieurs articles peuvent traiter d'un même sujet, mais chacun est l'œuvre d'un seul

auteur ; la confrontation des points de vue s'en trouvera vraisemblablement moins insidieuse.

» SKYROCK

Le président-fondateur de *Skyrock* se trouve au cœur d'une affaire de mœurs qui rendrait presque innocente, par comparaison, la vulgarité des propos tenus à l'antenne de sa radio - la plus écoutée des 15-25 ans. Présenté comme un gourou par l'accusation, reconnu coupable d'avoir corrompu une mineure, Pierre Bellanger a été condamné à quatre ans d'emprisonnement, dont trois ans avec sursis, par le tribunal correctionnel de Paris. Jugeant la condamnation « ahurissante », ses avocats ont annoncé à l'AFP leur intention de faire appel.

» "RIPOSTE GRADUÉE"

Adopté par le Sénat le 30 octobre, le projet de loi "Création et Internet" compte un nouveau détracteur : la CNIL, dont *La Tribune* a publié un avis consultatif confidentiel. Le projet ne comporterait pas « les garanties nécessaires pour assurer un juste équilibre entre le respect de la vie privée et le respect des droits d'auteur ». En cause, notamment, le "fichage" des "pirates". Au-delà, il conviendrait de s'interroger sur le statut des artistes et de la création musicale et audiovisuelle, en tenant compte du "souhaitable" (Quel rôle pour les majors ?), mais aussi du "possible" (Parviendra-t-on à "verrouiller" la Toile ?).

G.D.

Barak Obama par ci, Barak Obama par là... On en oublierait presque Nicolas Sarkozy, si la chose était possible ! Quand ces lignes paraîtront, le résultat des élections américaines sera connu et, quel qu'en soit le vainqueur, nous ne serons pas fâchés du départ de Georges W. Bush, criminel de guerre par messianisme. Il n'en reste pas moins que l'engouement de l'opinion publique française pour le candidat vedette demi-noir et très "pipolisé", reflète chez nos compatriotes ce que Jean-Philippe Chauvin appelle sur son blog « *un fort tropisme états-unien, alors que lors de nos propres élections nationales ou communales les taux d'abstention sont parfois élevés. Comme si la politique française se décidait à Washington !* »

Maëstricht part en éclats

Pourtant, l'élu de ce 4 novembre sera d'abord américain et nous n'avons rien à attendre de lui. La "crise" a sonné l'heure des États, et l'avenir de la France dépend uniquement de la volonté des Français de ne pas disparaître de l'Histoire. Les événements ont déjà montré qu'il ne suffisait pas à la France de se laisser enchaîner par la sacro-sainte Union européenne pour n'avoir plus besoin de résoudre elle-même ses problèmes. Voici que le Premier ministre François Fillon annonce ce lundi soir à la télévision qu'il va falloir abaisser les prévisions de croissance pour 2009, ce qui entraînera une hausse des déficits au-delà des 3 % autorisés par le Pacte européen de stabilité instauré par le traité de Maëstricht ! Ce traité que les Français ont ratifié en 1992 par référendum à une infime majorité était présenté alors comme devant ouvrir une ère nouvelle ; il se trouve aujourd'hui remis en cause par ceux même qui en vantaient les mérites ; ils admettent qu'il doit être appliqué « *avec la plus grande souplesse* » pour tenir compte... des nations ! Dur retour de manivelle ? Non, retour du bon sens tout simplement. On sent toutefois beaucoup d'improvisation dans la façon d'agir de M. Sarkozy et du gouvernement Fillon.

□ **BANQUES "ASSISTÉES", GRÈVES, PAPYS AU BOULOT**

La République improvisée

Le chef de l'État ignore comment il fera face à l'augmentation du déficit ; le chef du gouvernement lance un ultimatum aux banquiers ; les parlementaires diffèrent des départs en retraite, à défaut d'encourager la natalité... Le régime navigue à vue.



Confronté à l'inquiétude et aux menaces des syndicats, M. Sarkozy en est réduit à les supplier de ne pas « en rajouter ».

Le chef de l'État dépense sans compter des sommes colossales et hors budget pour renflouer les banques, la Poste, la SNCF, etc. Le grand libéral qu'il était il y a quelques mois incarne aujourd'hui l'État qui sauve, mais on peut se demander comment il fera face à une telle augmentation de la dette publique. De son côté M. Fillon lance un ultimatum aux banquiers annonçant, toujours ce lundi soir, que l'État pourrait entrer dans le capital des banques qui ont bénéficié d'un soutien massif et qui n'ont pas encore accordé les crédits nécessaires aux entreprises. Va-t-on vers une épreuve de force ?

Vers une crise sociale ?

Avec les syndicats, les choses ne semblent pas non plus devoir se passer paisiblement. M. Sarkozy a reçu ce lundi à l'Élysée les dirigeants des huit organisations pour les tenir au courant de la préparation du prochain G20 consacré à la crise financière qui doit se tenir le 15 novembre à Washington. Ils ont à la sortie reconnu que le discours du président sur la régulation du capita-

lisme était « fort » mais que la « dérégulation sociale » continuait ; ils ont ajouté qu'ils envisageaient dans les prochains jours ce qui, évidemment, dans une période de crise, répond élégamment à la situation : une grève !

Surréalisme

On est en plein surréalisme. Que les classes laborieuses aient actuellement des soucis pour leurs emplois ou leurs salaires, soit, mais que leurs représentants syndicaux patentés, alors que la France est débordée de problèmes, ne trouvent rien de mieux à imaginer, avant même la nouvelle rencontre que leur propose M. Sarkozy début décembre, que d'annoncer une grève qui n'améliorera en rien le sort des travailleurs, cela relève d'un réflexe d'égoïsme que l'on pourrait appeler féodal. Ce conservatisme à courte vue rappelle celui des parlementaires qui à la veille de la Révolution, quand tout allait mal en France, ne songeaient qu'à se crispier sur leurs prérogatives et autres avantages acquis.

M. Sarkozy en est réduit à les supplier de ne pas « en rajouter ». Il faudra bien un jour en

finir avec ce système où tout problème est posé en termes de "droits", ce qui aboutit forcément à des blocages puisque nul n'incarne le bien commun au-dessus de ces additions d'individualismes que sont les syndicats de classe. Des organisations professionnelles unissant employeurs et employés dans le même intérêt permettraient d'étudier avec réalisme les questions qui se posent à la profession et de les résoudre au mieux. Renouer, en l'adaptant, avec la sage organisation sociale, ni "libérale" ni "socialiste", établie empiriquement sous l'Ancien Régime, qui protégeait l'ouvrier contre le capital sans frein, finira bien un jour par s'imposer. Ne serait-elle pas la mieux adaptée en ces temps difficiles ?

Travailler plus

Aux griefs qu'à tort ou à raison les syndicats et les partis de gauche entretiennent contre le gouvernement s'est ajouté le vote, ce vendredi en pleine nuit à l'Assemblée nationale, d'un amendement supprimant pour les entreprises la possibilité de mettre d'office à la retraite un employé de soixante-cinq ans et donc de permettre à celui-ci, s'il le veut, de travailler jusqu'à soixante-dix ans. La levée de boucliers contre l'amendement - il est vrai décidé à la hussarde - ne va pas sans mauvaise foi. Si cette disposition incite les Français à travailler plus s'ils estiment mieux s'épanouir ainsi, elle ne le leur impose pas et, contrairement à l'autorisation de travailler le dimanche, elle ne viole en rien les mœurs religieuses et familiales. De toute façon il fallait bien s'attendre à ce qu'avec l'allongement de la durée de la vie, certains de ceux que l'on dit "seniors", compte tenu, bien sûr, de la pénibilité de leur emploi et de leur état de santé, souhaitent travailler plus longtemps.

Il est aussi une raison dont on ne parle guère, mais qui pèse fort dans cette décision : les caisses de retraite sont vides ! Et il faut oser dire que la faute en incombe aux politiciens de ces quarante dernières années, apprentis sorciers égoïstes, qui n'ont pas su prévoir qu'en l'absence d'une véritable politique familiale entretenant la natalité, on ne pourrait plus payer les retraites. Les enfants empêchés de naître par l'avortement légalisé, par le manque d'aides aux familles qui ne peuvent plus être nombreuses, par trop d'incitations pour les mères à travailler hors de chez elles... seraient aujourd'hui les actifs qui paieraient les retraites des "seniors". Et ce sera pire dans les années à venir. Gémir ne servira de rien si l'on ne dénonce pas l'incurie de la République, incapable de concevoir une politique dans la durée.

MICHEL FROMENTOUX

SIGNES DES TEMPS

» **PRINCE**

Les livres d'histoire nous donnent d'abondants exemples des caricatures qui étaient faites contre les rois de France sans que ceux-ci n'usent de lettres de cachet pour embastiller leurs auteurs. La justice a heureusement débouté Nicolas Sarkozy qui, trop petit pour considérer avec hauteur la poupée vaudou à son effigie, voulait rompre avec la tolérance accordée aux irrévérencieux.

» **COUR**

On avait pu croire, un moment, que les conseillers du Prince avaient été remis à leur juste place. Las ! On imagine que Luc Chatel, secrétaire d'État à l'Industrie, chargé entre autres de La Poste, a apprécié que ce soit Henri Guaino, conseiller du Prince, qui annonce lui-même que l'État renonçait à l'ouverture du capital de l'entreprise publique...

» **PRIVILÈGES**

Parmi les 500 000 foyers fiscaux qui déclarent plus de 97 000 euros par an, 7 026 ne payent pas un seul centime d'impôt sur le revenu ! C'est ce qu'établit un rapport de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Le reste de ces foyers, profitant des diverses niches fiscales, n'est imposé, en moyenne, qu'à hauteur de 20 %.

GUILLAUME CHATIZEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Récession

■ Comme le disait Valéry des nations, les journaux sont mortels. Et à l'heure où les nations reviennent, les journaux qui les défendent n'ont pas le droit de désertir. Ce lundi nous apprenions que *La Vie Financière*, pourtant infiniment plus riche que *L'Action Française 2000*, déposait son bilan. Preuve qu'aucune publication n'est à l'abri. Or le journal de l'Action française, héritier de la grande école de Maurras, Daudet, Bainville, ne saurait, lui, disparaître sans

que le dernier refuge de l'âme française disparaisse avec lui. De toute urgence, il nous faut les 25 000 euros qui nous manquent pour équilibrer nos comptes. Il suffirait que 250 d'entre vous versent 100 euros à notre souscription pour nous sauver. Nous ne comptons que sur vous. Ce n'est pas le moment de désertir. Aidez-nous ! Merci au nom de la France que vous aimez.

MICHEL FROMENTOUX



LISTE N° 15

100 euros pour l'AF : Aimé Richardt, 100 ; Gilles Bourgeois, 100 ; Georges Delva, 100 ; Jacques Lamonerie, 100 ; "Pour que vive L'AF 2000", Gérard de Gubernatis, 100 ; Fernand Estève, 150.

Virements réguliers : M^{me} Peyrerol, 15,24 ; M^{lle} Annie Paul, 15,24 ; Jacques Rolland (3 mois), 45,73 ; M^{me} Françoise Bedel-Giroud, 30,49.

Laurent Pellecuer, 40 euros ; Gérard Morgat, 50 euros.

Total de cette liste : 946,70 €
Listes précédentes : 14 692,82 €

Total : 15 639,52 €
Total en francs 102 588,53 F

* Prière d'adresser vos dons à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Depuis la fin de l'année scolaire dernière la rumeur enflait : le lycée connaîtrait dans les années à venir une réforme sans précédent. Nous sommes passés des alarmes inquiètes des salles des professeurs à une certitude depuis le 21 octobre où M. Darcos, ministre de l'Éducation nationale, a présenté à la presse le premier jalon de sa réforme, la classe de seconde. Le lycée dans sa forme actuelle éclate complètement.

Un nouveau lycée "à la carte" ?

L'enseignement s'organiserait en trois pôles et en semestres désormais : un tronc commun de vingt et une heures, des modules (six heures) qui seront choisis par semestre, et trois heures d'"accompagnement" (soutien ? orientation ? approfondissement ?). Il a d'abord été question d'exclure du tronc commun en seconde les sciences expérimentales (physique-chimie et sciences de la vie et de la terre), en première l'histoire-géographie et les mathématiques. Le ministre a "rassuré" les enseignants de ces matières : elles ne disparaîtront pas. Sauf qu'en seconde, ce qui constituait deux matières à part entière n'en formera qu'une (sciences expé-

ENSEIGNEMENT

Réforme Darcos : révolution au lycée

La mode est à la "personnalisation", y compris au lycée. Les élèves de seconde pourront certes "piocher" leurs matières complétant le tronc commun, mais non bénéficier d'un parcours différencié valorisant les facultés de chacun.



mentales) et que l'histoire-géographie ou les mathématiques en première pourront être en concurrence avec d'autres matières.

La pratique pédagogique est elle aussi refondue : il ne s'agira plus pour le professeur de raisonner en contenu à transmettre mais en compétences acquises par l'élève. Ainsi si l'on en croit M. de Gaudemar, chargé de coordonner la réforme, l'enseignement des mathématiques serait complètement revu : « Les mathématiques, terme toujours employé au pluriel, se décomposent en sous-matières, algèbre, géométrie, informatique, etc. qui peuvent être autant de thème de modules. »¹

En seconde, pour l'enseignement du français, il est vraisemblable que l'on passe des cinq heures trente hebdomadaires à trois heures pour le tronc

commun ! Une dangereuse idée quand on connaît le niveau de langue des élèves !

Que penser de l'autonomie des lycées ? À l'heure où l'on supprime la carte scolaire, on la recrée dans les faits. Les lycées auront la possibilité de construire les modules en fonction du public qu'ils accueillent. D'un côté des établissements où l'on enseignera le latin, le grec, l'allemand, où les modules d'accompagnement seront des véritables lieux d'approfondissement. De l'autre, on fera du soutien scolaire, on se concentrera sur les matières techniques. Sur le papier la réforme veut favoriser l'égalité, supprimer les écarts entre les établissements scolaires, abolir la distinction entre la voie générale et la voie technologique ; dans les faits elle crée une école à deux vitesses.

Pourquoi réformer ? Laissons le ministre s'expliquer : « Nous devons à présent franchir une nouvelle étape dans la démocratisation du lycée : celle de la personnalisation. » « Pendant près d'un siècle et demi, le lycée est resté l'apanage des classes les plus favorisées de notre société qui s'en réservaient l'accès. Puis, en quelques décennies, le lycée a opéré un bouleversement qui lui a permis d'accueillir des populations d'élèves toujours plus nombreuses. [...] Je ne partage pas le sentiment de ceux qui croient qu'on rend service au lycée en le figeant dans son organisation actuelle. »²

Contresens

À cela s'ajoute un autre constat. L'objectif des 80 % d'une tranche d'âge titulaire du baccalauréat n'est toujours pas atteint, l'échec des bacheliers dans l'enseignement supérieur est patent : « Aujourd'hui, seuls 45 % des bacheliers inscrits en licence LMD parviennent en troisième année sans redoubler et plus de 20 % des étudiants interrompent (sic) son cursus universitaire au cours des deux premières années. Cet échec prend racine au lycée. »³

La lecture que le ministre donne de l'histoire est quelque peu tendancieuse. Faire d'une école qui s'est fondée sur le mérite et les compétences une école ploutocratique est un contresens. Mais la question du mérite et des

compétences n'est pas d'actualité. Nous sommes dans le paroxysme de la logique égalitaire : envoyer tout le monde au lycée et dans l'enseignement supérieur. Or s'il y a tant d'échecs dans le supérieur, cela ne vient-il pas justement du niveau des bacheliers ? Au nom de la massification, de l'égalité des chances, on a abaissé le niveau au collège comme au lycée. Cela a-t-il favorisé les élèves ? non car ils échouent au lycée sans maîtriser les acquis du collège et ils arrivent à l'université avec des lacunes abyssales. Ils se retrouvent de ce fait sur le marché du travail sans qualification. Avant de réformer le lycée peut-être eût-il fallu se préoccuper d'abord du pourquoi et non du comment. Mais se poser la question des compétences réelles des élèves, proposer des parcours différenciés, avec une voie professionnelle qui ne soit pas une voie de garage, avec une voie technologique digne de ce nom et une voie générale qui soit vraiment une filière d'excellence, n'entre pas dans la logique du ministre. Son erreur est de confondre égalité des chances et parcours unique.

JASMINE PHÉDOL

- 1 - La Provence, 19 juillet 2008.
- 2 - Point d'étape sur la réforme du lycée présenté à la presse le 21 octobre 2008.
- 3 - Points de convergence sur les objectifs et les principes directeurs de la réforme du lycée.

Aux morts de l'Algérie française

Nous recevons ce communiqué de l'Association amicale pour la Défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française :

Venus de toute la France, plusieurs centaines de sympathisants de l'ADIMAD se sont retrouvés samedi matin, jour de la Toussaint, au cimetière de Marignane (Bouches-du-Rhône.), devant la stèle aux morts de l'Algérie française. Les divers orateurs ont dénoncé la profanation qui menace ce Monument réalisé par Gérard Vié, sculpteur officiel aux Armées. Pour des raisons purement formelles une décision de justice - dont il a été fait appel devant le Tribunal administratif de Marseille - met en effet la ville de Marignane dans l'obligation de procéder au déplacement de la stèle avant le 7 novembre. Une simple délibération du Conseil municipal permettrait d'éviter ce démantèlement, mais M. Le Dissès, maire de Marignane, refuse de l'inscrire à l'ordre du jour, en dépit de l'introduction d'un référé devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix. [...] En dépit des prises de position du président de la République contre la "repentance", la mémoire des défenseurs de l'Algérie française reste bannie dans la France de Nicolas Sarkozy où l'on dévoile en grande pompe plaques commémoratives, noms de rues et statues à la gloire des combattants du FLN...

ADIMAD

NOUVEAU CAPES

Des concours au rabais ?

Dès la rentrée prochaine, les étudiants souhaitant devenir enseignants devront entamer la préparation d'un master, en vue de présenter un nouveau concours en 2010. Un suicide culturel...

Ah, qu'il est loin le temps où l'on demandait aux professeurs d'être des érudits, maîtrisant la matière qu'ils enseignent ! Pour faire passer un tout petit savoir, il faut en maîtriser toutes les facettes et bien davantage. Trois années d'enseignement à l'université (avec le niveau des étudiants que l'on connaît) : le gouvernement a jugé cela suffisant pour enseigner dans les collèges et lycées.

La nouvelle réforme du CAPES est en route. Quoi de plus normal pour un gouvernement de droite (ultra) libérale que de vouloir saper l'Éducation nationale, bastion historique de la gauche républicaine ? Bien loin de nous l'idée de défendre l'école de la République ou le système de recrutement des professeurs. Mais une telle dévaluation des futurs enseignants est



Le ministre Xavier Darcos

un suicide culturel. En effet, l'étudiant voulant se diriger vers l'enseignement dans le secondaire devra décrocher une licence, c'est-à-dire suivre trois années d'études à l'université. Avec au plus seize heures de cours par semaine, et les différences de niveau que l'on connaît entre les universités...

Puis il devra préparer un "master enseignement", deux années pendant lesquelles le futur enseignant étudiera la "pédagogie" (il faut bien recycler ceux qui enseignaient dans les IUFM), la "didactique" (que de mots barbares !), l'histoire de l'Éducation nationale, l'histoire des programmes de collège et lycée, leurs différents objectifs, et enfin les programmes eux-mêmes. Oui, vous avez bien lu : à Bac + 4 on va apprendre aux futurs enseignants à maîtriser le savoir qu'on demande à un collégien... pas plus !

La deuxième année de master (équivalent de feu le DEA... quelle dégringolade du niveau) sera ponctuée de "stages" (non rémunérés). Après avoir été bien pouponné, notre étudiant passera enfin le concours. Mais le redoutable CAPES ne sera plus qu'un

vieux souvenir... Il n'en restera qu'un écrit au mois de décembre-janvier sur l'histoire de l'enseignement et un thème au programme du secondaire ; puis un oral en juin toujours plus "pédagogique". Le concours en poche ? Titularisation immédiate (au lieu d'une année mi-temps d'enseignement, mi-temps de formation). Quid des étudiants ayant réussi leur master enseignement, mais ayant échoué au concours ? Ces vacataires bon marché pour le capitalisme constitueront une "ressource humaine" comme une autre. Voilà comment on fait des "économies". Voilà comment on nivelle une société par le bas. L'université n'est plus ce lieu de transmission du savoir, où les chercheurs enseignent à des étudiants érudits. Les professeurs y sont très compétents, mais nos têtes blondes, avec leur bac au rabais, n'arrivent plus à suivre. Et ce n'est pas avec des "profs" munis d'un savoir de lycéen que cela va s'arranger. Braves gens, dormez sur vos deux oreilles, le gouvernement veille à tout. Tant que vous consommez, tout ira bien...

LAURE MARGAILLAN

La Justice n'est décidément plus sereine dans notre pays. Elle est même carrément déboussolée et les magistrats comme les avocats ne savent plus de quel côté la balance doit pencher. La faute à qui ? On vous le donne en mille, à M^{me} Rachida Dati, encore et toujours elle tant qu'elle ne sera pas démise de ses fonctions de garde des Sceaux.

Coup de gueule

S'il y eut, dans le passé de cette si peu glorieuse V^e République, des ministres de la Justice peu compétents (nous ne citerons pas de noms, tant M. Sarkozy semble prompt à la gâchette judiciaire pour faire condamner ceux, journalistes ou chefs d'entreprise, qui n'auraient pas l'heur de lui plaire), aucun, à l'instar de Rachida (faisons comme Arlette Chabot, soyons familial), n'a cristallisé autant d'acrimonie et d'inimitiés. Bien plus, Rachida semble être devenue le repoussoir absolu de la politique sarkozienne en matière de Justice.

Lors d'une manifestation nationale, le 23 octobre, dans la plupart des villes de France (Paris, Amiens, Lille, Rennes, Toulouse...), magistrats et avocats se sont donné la main pour pousser littéralement un coup de gueule contre leur ministre de tutelle. Réflexe de corps ? Non, évi-

□ JUSTICE

Les magistrats en colère

Aucun ministre de la Justice n'a cristallisé autant d'acrimonie et d'inimitiés que Rachida Dati. Quant à Nicolas Sarkozy, il se comporte comme jamais aucun souverain ne l'avait fait avant lui.



Les magistrats prononcent un réquisitoire sans appel contre le garde des Sceaux.

demment, et nous épousons sur ce point la cause des gens de loi. Si ces derniers aspirent à une indépendance pourtant constitutionnellement protégée, c'est qu'elle est mise à mal par un exécutif qui pratique l'art de gouverner comme d'autres celui de tirer les cartes : plus vous êtes crédules et malléables, plus vous avez les faveurs du mage.

Nicolas Sarkozy se comporte comme jamais aucun souverain ne l'avait fait avant lui, même pas les Bonaparte dont il revendiquerait une pâle et lointaine filiation idéologique. À la vérité, le président de la République n'étant plus un souverain, puisqu'il en est dépourvu de tous les attributs essentiels pour cause d'aliénations *ad libitum* vers Bruxelles, se sent

lui-même peu investi de la solennité de la fonction qui imprime à toute action politique la majesté de celui qui décide pour le bien commun. Ses factotums qui lui servent de cire-pompes gouvernementaux, l'exemple ne venant pas d'en haut, s'en remettent alors à eux-mêmes, avec pour seule limite : ne pas déplaire à celui qui les a fait roitelets obséquieux de fiefs ministériels sans consistance.

Une Justice au pas

C'est ainsi que Rachida, sur la foi d'une lacunaire et lapidaire feuille de route présidentielle, s'est prise à réformer la Justice française (là où ses prédécesseurs ne s'engageaient qu'avec une sage précaution) et à mettre ses juges au pas cadencé. Gare à celui ou celle qui s'emballerait dans une danse à quatre temps sous prétexte de fantaisie ou, plus sérieusement, de flexibilité. Pis, Rachida demande à ses procu-



reurs du rendement dans le traitement pénal. Un ouvrier spécialisé de chez Renault n'aurait assurément pas renié ses méthodes de management. C'est que pour Sarkozy, la France ne doit pas être autre chose qu'un vaste conseil d'administration. Il n'y a guère, avec lui, de majesté, c'est-à-dire de dignité et de hauteur dans le règlement des affaires publiques. Sarkozy comme Rachida n'est pas Charles VII, ni Louis XV. À l'endroit où ceux-ci tenaient des lits de justice pour connaître des affaires majeures ou demandant un examen particulier, Rachida prétend faire de même, sauf qu'il lui manquera toujours la légitimité royale.

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

Les sifflets contre la *Marseillaise*, l'hymne officiel de la nation française, sont symptomatiques d'une époque secouée par des phénomènes prédicts depuis maintenant quelques décennies par quelques consciences encore lucides ; à ce titre, jeter avec cynisme à la face des apparatchiks de l'*intelligence* l'affirmation selon laquelle "on vous l'avait dit" pourrait être de mise... si elle pouvait encore être comprise par ceux qui, décidément, ne veulent pas admettre le désastre de leurs idéologies appliquées aux sociétés occidentales.

Français de papier

Que l'hymne national soit sifflé n'est pas un fait nouveau ni même exceptionnel et les indignations des tartuffes de la classe politique ou journalistique pourraient faire sourire, si elles n'accompagnaient pas un phénomène plus inquiétant, soit que ces indignations sonnent creux, comme des mots qui écorchent la langue, prononcés uniquement quand les circonstances l'exigent, soit qu'elles ne fassent que dévoiler la profonde incurie ou hypocrisie de ceux qui se réclament d'une élite autoproclamée et qui se comportent comme s'ils ne s'y attendaient absolument pas.

L'on mettra de côté les indignations des socialistes face aux propos de Bernard Laporte réclamant que les matchs de balle au pied soient "délocalisés" en province, c'est-à-dire devant un "public sain". Qu'est-ce donc qu'un public sain, se demande la gauche dont on pourrait penser qu'elle

□ IMMIGRATION

Tartuffe siffle Rouget de Lisle

La Marseillaise a été sifflée le 14 octobre au Stade de France, en ouverture d'un "match amical" de football contre la Tunisie. Où l'on voit l'incapacité de l'élite républicaine à réagir face à des enjeux dramatiques qui menacent la paix civile en France...

n'a guère, depuis 1940, perdu ses bons vieux réflexes collaborateurs. On mettra en exergue la prose de Patrick Besson dans *Le Point* qui en arrive, par un raisonnement alambiqué, à estimer qu'être choqué signifie adhérer au nationalisme, « une contre-valeur », « une incitation à la haine de l'autre ». En revanche, siffler la *Marseillaise* n'est pas, pour cet humaniste de gauche, une incitation à la haine contre la France... ou alors il s'en moque.

La crise identitaire

Un "public sain", qu'est-ce donc ? Un public qui n'est pas composé de Français de papier, un public français où l'origine immigrée est absente ou étouffée par une conscience et une appartenance réelle à la communauté nationale. Nous pourrions même être tentés d'ajouter certains qualificatifs si la loi républicaine, telle l'épée de Damoclès - ou un couperet de guillotine - ne restreignait pas notre liberté d'expression. Au final, l'on sera déçu. Car cette histoire a été enterrée bien vite, crise économique aidant, passées les quelques protestations de circonstances et les plaidoiries bien rodées des avocats de la "chance pour la France".

Le Stade de France est bien loin de symboliser la concorde civile...



Et, pourtant, si la crise économique inquiète à juste titre, en quoi peut-elle occulter la crise "identitaire" qui secoue notre pays ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Et si, ainsi qu'a pu le souligner Michel Platini dans un entretien accordé au *Monde* le 17 octobre 2008, les sifflets contre la *Marseillaise* ne faisaient pas l'objet d'autant de polémiques il y a trente ans, symbolisant simplement l'opposition à une équipe adverse, c'est parce que les circonstances sont différentes. Ce n'est pas d'en face que sont venus les sifflets... Ils ont choqué plus de 80 % de nos compatriotes parce qu'ils furent l'œuvre des enfants de ceux-là même qui, de-

puis trente ans, submergent notre pays. Ce sont les fils de ce torrent migratoire qui ont manifesté ainsi leur haine de la France alors que la République avait prétendu, faire d'eux des Français en vertu du droit du sol... comme si c'était le sol et non l'héritage qui faisait de nous ce que nous sommes.

Un avertissement

On a pu discourir des heures sur les raisons de cette haine de la France ressentie par tant de jeunes "issus de l'immigration". La question n'est plus vraiment là et il est probable que chaque explication soit pertinente et vienne compléter les autres. La

misère sociale dans laquelle un capitalisme apatride a plongé ces populations dans le but de rechercher une main d'œuvre bon marché n'est pas sans conséquence, ainsi que les différences culturelles entre les populations indigènes et allogènes.

Les royalistes doivent prendre acte et se faire l'écho de l'incapacité de l'élite républicaine à réagir face à des enjeux dramatiques qui menacent, à court terme, la paix civile en France. Il ne faut pas, comme ont pu le faire certains, se réjouir de ce comportement et essayer, par une pirouette digne des meilleurs sophismes, d'y voir un comportement antirépublicain. Il y a bien longtemps que la *Marseillaise* ne symbolise plus la République mais la France et, pour ces "supporters", insulter cet hymne revenait à insulter la France. Dans un contexte d'émeutes sociales et ethniques quasi permanentes, ces sifflets ne doivent pas être perçus comme un événement isolé et regrettable, mais comme un avertissement s'insérant dans un processus bien défini et contre lequel seule une volonté politique permettra d'agir. Mais cette volonté politique, la République en prive tous ses agents.

STÉPHANE PIOLENC

**BARACK OBAMA :
UNE IRRÉSISTIBLE
ASCENSION ?**

LE DÎNER-DÉBAT organisé le 21 octobre par Didier Bécourt, au titre du Cercle Alexis de Tocqueville, aura permis d'en savoir un peu plus sur le candidat démocrate, grâce à Jacques Portes, professeur à l'université de Paris VIII, spécialiste de l'histoire politique et culturelle des États-Unis, venu présenter la biographie qu'il lui a consacrée 1.

L'ascension fulgurante d'un Barack Obama, âgé de quarante-sept ans, qui n'est sénateur de l'Illinois que depuis 2004, n'aurait sans doute pas été possible en France. Le mode de désignation des candidats à la présidentielle américaine repose sur des "élections primaires" plus favorables à ceux dépourvus de parrainages officiels. Les soutiens et les dons viennent ensuite. Après Jimmy Carter, Barack Obama est un exemple de ces hommes politiques "locaux" inconnus, issus du Parti démocrate, qui émergent dès les premières "primaires", s'efforcent de conserver leur avance sur des concurrents plus huppés... et finissent par l'emporter lors de la convention du parti.

Né à Hawaï d'un père kenyan noir et d'une mère américaine blanche du Kansas, élevé par ses grands-parents maternels, Barack Obama est un métis qui a pris conscience de sa "négritude", puisqu'il a choisi d'épouser une femme noire. Mais il n'est pas issu d'une famille ayant connu l'esclavage, ce qui, selon Jacques Portes, lui ouvre une audience plus importante que s'il avait été considéré seulement comme le porte-parole des descendants d'esclaves.

Doué d'un certain sens médiatique, habile tacticien (plus que John Kennedy, il rappellerait plutôt Lyndon Johnson par sa capacité à concilier des points de vue opposés), se revendiquant comme un Africain-Américain tout en rejetant les excès du nationalisme noir, Obama se situe à la gauche du Parti démocrate. Son programme reste flou, notamment en matière internationale, domaine qu'il connaît peu. À l'opposé du "libéralisme des Républicains", ses propositions économiques et sociales sont marquées par un interventionnisme de style keynésien, plus propice à rassurer l'électeur en ces temps difficiles. Son élection marquerait une rupture après huit années de présidence républicaine, mais reste à savoir quels choix il ferait entre l'application d'un programme de gauche et les réalités de la situation américaine et internationale.

1 - Barack Obama. Éditions Payot, septembre 2008, 186 pages., 18 euros.

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

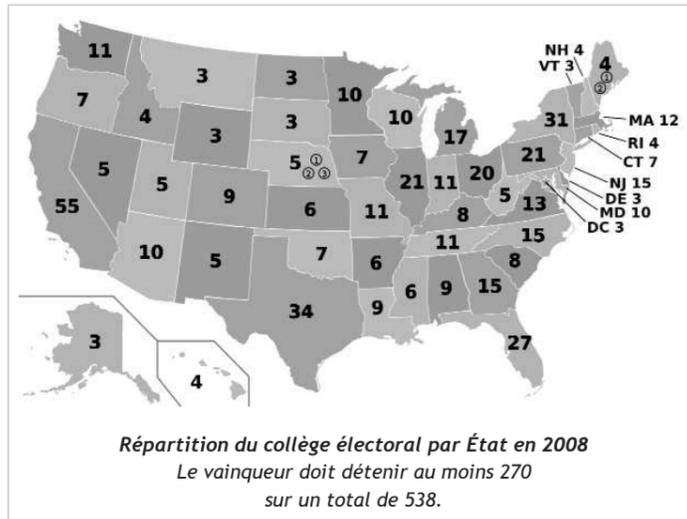
Un fédéralisme particulier

Ne pouvant connaître les résultats du duel McCain-Obama au moment de mettre ce numéro sous presse, notre correspondant aux États-Unis nous rappelle comment fonctionne le système américain.

Le président des États-Unis est élu le premier mardi de novembre pour quatre ans ; il prend ses fonctions le 20 janvier suivant et ne peut être rééligible qu'une seule fois, coutume datant de George Washington qui ne fut interrompue que deux fois par Franklin Roosevelt en 1940 et en 1944. Sensibilisés par ces exceptions qui risquaient de devenir une règle, les élus du Congrès fédéral et ceux des États fédérés votèrent en 1951 le 22^e amendement constitutionnel qui interdit à tout locataire de la Maison Blanche de briguer un troisième mandat. L'Executive Mansion, nom officiel de la résidence du chef de l'État au 1600 de Pennsylvania Avenue, n'est pas destinée à devenir un fief électoral à l'instar de certains sièges de sénateurs.

Cinquante États

Malgré cela, elle reste un bastion, difficile à prendre. Car il ne suffit pas, comme dans tous les pays ayant opté pour le suffrage universel direct, d'avoir plus de voix que son rival pour être élu. À la rigueur, même, on peut en avoir moins. En revanche, il est impératif d'avoir davantage de grands électeurs en dépassant le chiffre fatidique de 270. Système un peu déroutant qui s'explique par le morcellement du pays en cinquante entités territoriales autonomes, rassemblées au sein d'un appareil gouvernemental qui ne doit s'occuper en principe que de la monnaie, de la diplomatie, de la guerre... et des élections. Donc, cinquante États avec



leur drapeau, leur pouvoir exécutif et leur pouvoir législatif, jaloux de leur histoire, de leur personnalité et de leur place dans l'Union. Il existe des États énormes comme la Californie, le Texas, New York, la Floride ; des États moyens comme la Louisiane, la Virginie et le Maryland ; de petits États comme le Wyoming, le Montana ou le Vermont. À chacun des États, on a donné un nombre précis de grands électeurs. Plus un État est peuplé, plus il bénéficie de considération politique. C'est ainsi que la Californie a 54 grands électeurs, le Maryland 10 et le Montana 3. Des chiffres liés au nombre d'élus que chaque État envoie au Congrès de Washington. La Californie en a 52 à la Chambre des représentants et 2 au Sénat ; le Maryland en a 8 à la Chambre des représentants et 2 au Sénat ; enfin, le Montana en a un à la Chambre des représentants et 2

au Sénat. Chaque État a toujours deux sénateurs à Washington ; seul change le nombre de ses représentants, fédéralisme oblige.

Grands électeurs

En année électorale, les 538 grands électeurs, tous désignés, se réunissent le lundi suivant le deuxième vendredi de décembre. Ils se répartissent de part et d'autre d'une ligne imaginaire : d'un côté, on trouve les grands électeurs d'États démocrates ; de l'autre, ceux d'États républicains. La totalité des grands électeurs d'un État reviennent au candidat y ayant obtenu la majorité absolue. Ainsi, il est possible de rafler les 54 grands électeurs de Californie - le gros lot ! - avec comme avance sur l'adversaire une simple poignée de suffrages. Et peu importe le nombre total des voix recueillies dans tout le

pays. En 2000, George Bush s'est installé dans le Bureau ovale alors que les Américains avaient voté en majorité pour son adversaire Al Gore....

Dérapages

Ce système est si particulier que parfois des dérapages surviennent. Par exemple, en 1876, le candidat républicain s'est retrouvé vainqueur avec une seule voix de majorité, autrement dit un seul grand électeur. Ce grand électeur, dont l'histoire n'a pas retenu le nom, s'est immédiatement rendu compte de l'énorme valeur qu'avait pris d'un coup sa petite personne. Il prit contact avec le camp adverse et négocia son transfert. L'histoire n'a pas retenu non plus le montant de la somme mais elle dut être coquette car il se retrouva chez les démocrates dont il assura l'entrée du champion à la Maison Blanche. Forte de cette expérience, la Cour suprême préféra reconnaître, mais en 1952 seulement - lenteur proverbiale de la justice... - le caractère impératif de l'engagement des grands électeurs. On ne doit pas passer d'un parti à l'autre, surtout au moment où le fédéralisme rappelle à tous ses subtilités arithmétiques.

Cependant, il peut arriver que lors de la proclamation des résultats, un des grands électeurs se ravise. En 1968, l'un de ceux qui représentaient la Caroline du Sud a renoncé à voter pour Richard Nixon au profit du candidat indépendant, George Wallace. Scandale dans le monde politique : ce genre d'initiative était contraire aux bonnes mœurs électorales. On n'alla pas devant les tribunaux mais on se tourna vers le Congrès, juge du contentieux, qui donna raison au grand électeur. Ce qui n'empêcha pas Nixon d'entrer à la Maison Blanche.

DE NOTRE CORRESPONDANT AUX ÉTATS-UNIS PHILIPPE MAINE

BELGIQUE

Populiste flamand en Wallonie

Rudy Aernoudt est l'un des rares hommes politiques belges à faire une carrière des deux côtés de la frontière linguistique.

Un "populiste" est né en Wallonie : il est flamand ; il s'appelle Rudy Aernoudt. Ce n'est pas un inconnu : il a fait parler de lui lorsque "patron de l'administration flamande", et chef de cabinet du vice-Premier ministre du gouvernement flamand M^{me} Fientje Moerman, il l'a fait tomber pour « *népotisme et pratiques irrégulières* ». C'était en décembre 2007. Aernoudt est un économiste, c'est lui qui a élaboré le programme de son ami Jean-Marie Dedecker.

Cet ancien judoka fut exclu de l'Open-VLD (le parti libéral flamand). Un point sépare les deux hommes : c'est à Dedecker que l'on doit le slogan « *Avec la Belgique si l'on peut, sans la Belgique s'il le faut* » ; Aernoudt, lui, est



Rudy Aernoudt récusé l'idée selon laquelle la Wallonie dépendrait économiquement de la Flandre...

Belgicain, il crée un nouveau parti... en Wallonie. « *Si on applique mon programme, dans quinze ans la Wallonie aura rattrapé la Flandre.* » Elle a besoin « *d'un parti capable de mettre un*

terme au clientélisme institutionnalisé et de renouer avec une fonction publique efficace ».

C'est un langage susceptible de plaire. Même - ou surtout - s'il émane d'un Flamand, bilingue,

jouant la carte du "bon travailleur wallon" opposé au "fonctionnaire fainéant", au "corrompu de l'administration" et au "bureaucrate". Un parler simple voire simpliste - Dedecker en use en Flandre. Son parti est coté à 16 % dans les sondages. Il se situe dès à présent à la troisième place sur l'échiquier - juste derrière les libéraux et avant le Vlaams Belang en déclin. Jean-Marie Dedecker, avec 40 % d'opinions favorables, devient l'homme le plus populaire de Flandre. Du virtuel qui, lors des régionales de 2009, peut devenir du réel... Rudy Aernoudt va tenter la même opération en Wallonie. L'inquiétude suscitée auprès des partis traditionnels témoigne de l'importance à accorder à sa tentative. Mais, comme le souligne l'éditorial du *Soir* : « *Venant d'un Flamand le fait est singulier. Si singulier qu'il est dommage qu'un tel prophète n'ait pas choisi d'évangéliser la Flandre plutôt que de mener campagne en Wallonie où il ne croira que des convertis.* »

CHARLES-HENRI BRIGNAC

□ TURQUIE

Le procès des ténèbres

L'armée est accusée d'avoir soutenu un complot contre l'AKP... Écartelée entre l'islam et la laïcité, la Turquie transpose sur le terrain judiciaire les affrontements qui la déchirent.

C'est un procès sous haute tension qui s'est ouvert en Turquie à Silivri, près d'Istanbul. Il fait songer aux "procès de masse" instruits au temps du régime des Généraux dans les années quatre-vingt. La différence, c'est qu'aujourd'hui, pour une part, ce sont des généraux en réserve et des capitaines qui ont pris la place des syndicalistes et des militants gauchistes. Le principal prévenu est un ancien général de gendarmerie Veli Küçük.

Acteurs du complot

Mais ce procès appelé Ergenekon rassemble quatre-vingt-six inculpés qui n'appartiennent pas tous à l'armée et à des milieux de l'"establishment" politique et judiciaire. On y trouve certes le président de la chambre de Commerce d'Ankara, un ancien recteur d'université et deux anciens rédacteurs en chef de *Cumuriyet*, quotidien de centre-gauche. Plus surprenant, figure parmi cette "rafle" d'inculpés Dogu Perincek. Nous l'avons brièvement approché lorsque, il y a quelques années, le Parti des Travailleurs, dont il est le chef, se laissait aller à une frénésie maoïste et gauchiste. Aujourd'hui, sa formation - squelettique - est devenue ultra-nationaliste. Au point de recueillir les faveurs de l'ancien procureur Demirel que nous avons connu lorsqu'il était un des magistrats les plus répressifs de l'appareil judiciaire turc. L'accusation portée contre les inculpés parle de préparation d'une "insurrection armée". Le ministère



À la une d'un quotidien turc

public affirme que les conjurés sont liés par un pacte secret - Ergenekon - dont le dessein était de provoquer le chaos dans le pays et justifier ainsi un coup d'État militaire contre le gouvernement islamique de l'AKP. Et de Tayep Erdoğan, actuel Premier ministre.

L'organisation factieuse aurait été créée en 2002 après la victoire électorale de l'AKP. Ses inspirateurs seraient le général en chef de la Première Armée et celui de la gendarmerie bénéficiant de la complicité de l'amiral Ornek, chef des forces navales, qui, très imprudemment, aurait tout noté dans son journal. Deux coups d'État auraient été préparés, en 2004 et 2007. Le procès dira ce qu'il en est. Mais outre un trafic d'armes, des vols de documents, un projet d'attentat contre l'écrivain célèbre Orhan Pamuk ainsi que de personnalités kurdes, il y eut des assassinats. Le plus retentissant fut celui commis contre Hrant Dink. On l'appelait "La voix de l'Arménie". Il a été abattu à

Istanbul devant l'immeuble de son journal. Ce meurtre provoqua une émotion considérable. Des milliers de personnes participèrent à ses funérailles. Hrant Dink ne fut pas le seul visé : il y eut un juge au Conseil d'État et, dans l'Est, trois protestants membres d'un mouvement évangélique

Nous avons rencontré à Istanbul Mine Kirikkanat. Très proche d'Ali Sirmen, éditorialiste connu de *Cumuriyet*, notre interlocutrice, journaliste à Paris, est aussi écrivain. Elle est l'auteur d'un roman politico-policier paru en France chez Métailié intitulé *La Malédiction de Constantin* où s'enchevêtrent fiction et réalité. Mine Kirikkanat ne mâche pas ses mots : « *Nous connaissons depuis longtemps en Turquie l'existence de ce qu'on appelle "l'État profond", une bande d'assassins, de racketteurs, de mafieux qui, avec l'aide de l'État, ont organisé des dizaines de meurtres et d'attentats sous prétexte de lutter contre le terrorisme.* »

C'est le général Evren, au terme du coup d'État de 1980, qui est le principal responsable de cet état de fait. Mais la mise en place de ce dispositif est bien antérieure. Elle remonte aux années soixante-dix. Depuis lors, il y eut des dizaines de meurtres. Plus de cinq cents non élucidés : journalistes, hommes d'affaires, militants des droits de l'homme, des kurdes et j'en passe... La mère d'un des inculpés a raconté à la presse que son fils avouait, à lui seul, avoir tué quatre-vingt-treize personnes ! Mine Kirikkanat souhaite que la lumière soit faite mais regrette que « *l'AKP en profite pour faire un méli-mélo incroyable et mette dans la marmita tout ce qui gêne et combat sa politique* ».

Bras de fer

On relèvera que le procès Ergenekon s'ouvre en pleine affaire Deniz Feneri, gênante pour le pouvoir islamique. Il s'agit d'une association caritative turque condamnée en Allemagne pour détournement de fonds. L'opposition en Turquie accuse le parti de Tayep Erdoğan d'avoir des liens étroits avec cette organisation musulmane. Peu de temps avant l'ouverture du procès, le procureur général réclamait, sans l'obtenir, la fermeture de l'AKP. Pour « *activités antilaïques* ».

On a beaucoup remarqué en août dernier que le tout nouveau chef des armées a dépêché en prison un émissaire personnel pour rendre visite à deux généraux soupçonnés d'être des têtes pensantes d'Ergenekon. La visite a été qualifiée "d'humanitaire". Tout ceci nous rappelle ce que nous confiait l'ancien directeur de cabinet d'Abdullah Gül, Fikret Uççan. « *En Turquie il n'y a que deux forces : l'AKP et l'armée.* » Ergenekon est le bras de fer qui oppose l'une à l'autre.

CHARLES-HENRI BRIGNAC

ISRAËL : UNE CRISE BÉNIE

Voilà l'État hébreu plongé une fois de plus dans une longue crise politique. Tzipi Livni, chef du parti Kadima et ministre des Affaires étrangères du cabinet démissionnaire, n'a pas réussi à réunir une majorité pour former son gouvernement. Les exigences budgétaires des partis religieux - plus d'argent pour les familles nombreuses et le culte - et leur point de vue politique - ils proclament que le gouvernement ne négociera jamais sur le statut de Jérusalem - ont provoqué la renonciation de Mme Livni. Elle a demandé au chef de l'État de faire procéder à de nouvelles élections. Elles auront vraisemblablement lieu mi-février. Les premiers sondages indiquent une légère avance de Kadima. Pour les formations politiques israéliennes, cette crise tombe bien. Les négociations avec les Palestiniens seront gelées. Quelques nouvelles colonies sauvages surgiront. Quel qu'il soit, le chef de gouvernement, ne sera opérationnel que vers la fin mars. D'ici là, le nouveau locataire de la Maison Blanche aura désigné les responsables du secteur. On reprendra tout à zéro, mais on connaîtra son degré de fermeté. Il n'est pas sûr que de tels jeux puissent servir la cause de la paix dans la région. La signature d'un traité de paix entre Israéliens et Palestiniens, et la création d'un État palestinien constituent les premiers pas significatifs sur le chemin d'un véritable apaisement. Tout le monde en est conscient. Mais il vaut mieux le dire et le redire. Que fait donc l'Europe ? Que fait la France ?

P.N.

La réélection à la présidence de la république d'Azerbaïdjan de M. Elham Aliev, semble en soi un événement mineur. Âgé de quarante-sept ans, fils de Cheidan Aliev, haut responsable du KGB, et numéro deux de la hiérarchie soviétique sous Gorbatchev, Elham gouverne son pays depuis le décès de son père en 2003. L'Azerbaïdjan est un important producteur de pétrole, il possède des oléoducs et des gazoducs gérés par les grandes sociétés occidentales. C'est donc un pays "riche" et d'une prospérité apparente sinon réelle.

Elham Aliev, encore davantage que son père, est très attentif à satisfaire les désirs de Washington. Son accession au pouvoir n'a pas été conforme aux critères "démocratiques" ; sa réélection encore moins. Personne n'en dit mot. Les "observations" de quelques ONG habituées de l'indignation sélective n'ont été que de pure forme. Elham Aliev, de formation russe, mais également anglophone, sait satisfaire les Américains en évitant toute provoca-

□ AZERBAÏDJAN ET GÉORGIE

Deux attitudes différentes

L'Europe, et surtout la France dont l'influence est importante en Géorgie, doivent exiger plus de modération de la part de Tbilissi.

tion à l'égard du grand voisin russe. Cela lui assure une certaine tranquillité politique et une relative stabilité au pays. Mais les problèmes ne manqueront pas.

Cette république réellement laïque est menacée par l'islamisme. L'Azerbaïdjan a fait partie de l'Iran jusqu'au milieu du XIX^e siècle, l'influence iranienne y est grande. Aliev combat l'action subversive des prédicateurs chiïtes envoyés ou financés par Téhéran. Mais il tient à ménager son voisin du Sud. Exercice d'une grande subtilité. Formé à l'école de son père, il y a réussi jusqu'à présent. Autre problème important : le Haut Karabakh, pomme de discorde avec l'Arménie. La guerre de 1991 a fait trente mille morts et plusieurs centaines de milliers de déplacés.

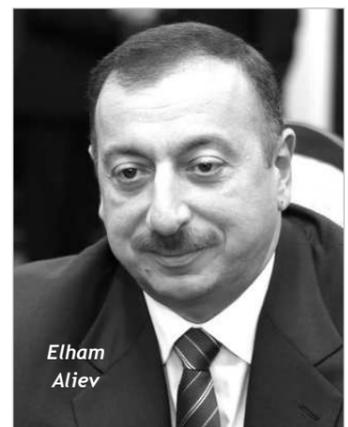
La Russie soutient les Arméniens, mais les Iraniens aussi ! Pour des raisons différentes. Les États-Unis, la Turquie et la Russie sont plus ou moins d'accord pour une action de médiation.

Poudrière

La poudrière n'en existe pas moins. Quel que soit le jugement que l'on porte sur Aliev, ses méthodes et son régime, il faut souhaiter le succès de sa politique de maintien d'un équilibre fragile. Le monde n'a guère besoin actuellement d'un nouveau foyer de crise et l'Azerbaïdjan, surtout grâce au pétrole, va bien mieux que bien d'autres pays.

Le président géorgien Saakachvili est de formation améri-

caine, il est même, dit-on, citoyen des États-Unis, un binational donc. L'échec de son aventure militaire contre les Russes pour "récupérer" l'Ossétie du Sud ne lui a pas suffi. Il ne pratique pas une politique d'équilibre entre Moscou et Washington. Il est ouvertement pro-américain, même si les États-Unis lui conseillent la modération. La guerre ouverte a pris fin avec la Russie. Les provocations, des deux côtés mais surtout du côté géorgien, et les incidents frontaliers, n'en continuent pas moins. L'économie géorgienne étant exsangue, les "pays donateurs" viennent d'approuver un volume de crédit de plus de trois milliards de dollars pour la Géorgie, dont un tiers environ venant de "l'Europe". La Géorgie est



Elham Aliev

pratiquement sous perfusion. Il faut souhaiter que l'Europe, surtout la France dont l'influence et le prestige sont importants en Géorgie, conseillent, exigent même, plus de modération de la part de Tbilissi. Le régime de M. Saakachvili n'est pas plus "démocratique" que celui de M. Aliev. Le jeu d'équilibre de ce dernier est plus sage, moins dangereux, que l'"aventurisme" que l'on reproche de plus en plus au président géorgien.

PASCAL NARI

AUX CATHOLIQUES FRANÇAIS

Catholiques français, dignes représentants d'une nation qui a toujours trouvé dans son titre de catholique le stimulant le plus fort pour écrire les pages les plus glorieuses de son histoire, des tours de vos cathédrales tombent les notes graves ou joyeuses des cloches, comme la rosée qui descend sur la terre pour la rafraîchir et la féconder ; du sol généreux de ce jardin de l'Europe qu'est la France, germent les héros de la patrie et de la foi, qui, par amour pour leur mère, si sa défense l'exige, savent batailler, souffrir et mourir, dans la certitude que les lauriers du triomphe ne sauraient jamais manquer à qui accepte de se sacrifier pour une cause grande et juste. Et s'il peut sembler un moment que triomphent l'iniquité, le mensonge et la corruption, il vous suffira de faire silence quelques instants et de lever les yeux au ciel pour imaginer les légions de Jeanne d'Arc qui reviennent, bannières déployées, pour sauver la patrie et sauver la foi.

PIE XII
Message radio
25 juin 1956

» INDÉCENCE

Avec la "kolossale" finesse qu'on leur connaît, des adhérents du parti Kadima, le parti au pouvoir actuellement en Israël, ont fait apparaître sur leur site Internet la croix gammée en surimpression sur une photographie de Benoît XVI. Bien que condamné par Tzipi Livni, ce geste a été présenté par Amir Goldstein, porte-parole de Kadima, comme le dernier avertissement dans la controverse qui oppose les sionistes au Vatican au sujet de la béatification de Pie XII.

Y.L.

» QUI SAVAIT ?

Dans un entretien au *Haaretz* en date du 22 octobre, le ministre israélien des Affaires sociales et des relations avec la diaspora, Isaac Herzog, a déclaré son opposition à la béatification de Pie XII, sous prétexte que, pendant la guerre, le Vatican savait très bien ce qui se passait en Europe et qu'il n'avait rien fait, ce qui est faux. Pie XII et l'Église ont sauvé 800 000 juifs alors que les Anglais, les Russes et les Américains qui devaient encore plus être au courant que le Saint-Siège n'ont strictement rien fait.

Y. L.

□ BIOGRAPHIE

Le pasteur angélique

Il y a eu cinquante ans le 9 octobre, le pape Pie XII remettait son âme entre les mains de Dieu, creusant un vide qui reste à combler.

La disparition de la grande figure hiératique de ce pontife irradiant le surnaturel au-dessus de ce monde fort instable d'après guerre creusait un vide aujourd'hui encore loin d'être comblé. Il est de notre devoir d'évoquer dans nos colonnes ce 260^e successeur de saint Pierre à qui l'Action française doit tant de reconnaissance.

Simplicité évangélique

La noble famille Pacelli s'était déjà depuis des générations illustrée au service des souverains pontifes quand naquit Eugenio, le 2 mars 1876 à Rome, sous le règne finissant du bienheureux Pie IX, dans le palais Pediconi face au château Saint-Ange. Après d'excellentes études chez les sœurs de la Providence puis à l'Institut Visconti, où s'affina son goût pour l'art, la musique et aussi le sport (natation, équitation), son âme profonde, portée depuis sa petite enfance au recueillement, répondit à dix-huit ans à l'appel divin.

Eugenio entra au séminaire Capranica et suivit les cours de l'Université grégorienne, puis de la Sapienza, avant d'obtenir trois licences (théologie, droit civil, droit canonique). Sa distinction et sa bonté souriante étaient remarquées de tous, tandis que, très tôt polyglotte, il se prenait à aimer les auteurs français, surtout Bossuet.

Ordonné prêtre le 2 avril 1899, l'abbé Pacelli célébra sa première messe le lendemain devant la statue mariale de Salus Populi en la basilique Sainte-Ma-



rie Majeure. Aussitôt nommé professeur de droit canon au séminaire de l'Apollinaire, il obtint son doctorat en théologie. Ses qualités intellectuelles et humaines allaient ensuite lui valoir d'être appelé comme *minutante* à la congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires, ce qui lui permit d'assister au conclave d'août 1903 portant Giuseppe Sarto (saint Pie X) sur le trône pontifical. Nommé l'année suivante camérier secret du pape, il n'en continua pas moins ses travaux de droit canon, dont un livre blanc sur la séparation de l'Église et de l'État en France. Prêlat romain depuis 1905 il se vit aussi confier la formation des futurs diplomates du Saint-Siège.

Son ascension fulgurante ne l'empêchait pas de rester d'une simplicité parfaitement évangélique toujours approfondie au rythme des retraites spirituelles. En 1911, saint Pie X l'appela au sous-secrétariat des Affaires ecclésiastiques extraordinaires dont il devint le secrétaire adjoint en

1912 puis le secrétaire en 1914. Vint la guerre et le nouveau pape, Benoît XV, lui marqua aussitôt sa confiance en l'envoyant à Vienne implorer l'empereur François-Joseph de se préparer à la paix. Ce faisant, M^{sr} Pacelli dirigeait les œuvres charitables du Saint-Siège faisant soigner en Suisse les blessés et malades de deux camps ennemis.

Homme de paix

Le 13 mai 1917, le jour même où la Vierge apparaissait pour la première fois aux petits bergers de Fatima, Benoît XV sacrait évêque M^{sr} Pacelli dans la chapelle Sixtine et l'envoyait aussitôt comme nonce apostolique à Munich. Le nouveau nonce était porteur d'un message pour l'empereur Guillaume II implorant celui-ci de cesser les enlèvements de jeunes gens dans les régions occupées. Dès son arrivée en Bavière, il se rendit au camp des prisonniers de guerre d'Ingolstadt et sut trouver, pour chacun dans sa langue, un

mot de réconfort. L'armistice signé en 1918, un autre fléau sombra sur la Bavière : une révolution bolchevique. Les émeutiers osèrent aller jusqu'à envahir la nonciature au mépris de l'exterritorialité du lieu, et l'un d'eux braqua un revolver sur la poitrine du nonce qui ne broncha pas !

Puis la nonciature put s'installer à Berlin. Le rayonnement du prélat permit la signature d'un certain nombre de concordats, avec la Bavière en 1924, avec la Prusse en 1929. Or, cette année-là, le 16 décembre, le pape Pie XI l'éleva à la pourpre et le fit rentrer à Rome. À Berlin, comme à Munich neuf ans plus tôt, ce fut une grande tristesse de le voir partir : 20 000 porteurs de torches l'accompagnèrent à la gare !

Secours des opprimés

Aussitôt, le nouveau cardinal fut nommé secrétaire d'État en remplacement du cardinal Gasparri. On ne tarda pas à voir le tournant que cela représentait dans le pontificat de Pie XI, lequel, par germanophilie et confiance aveugle en la démocratie, venait de prendre les sanctions que l'on sait contre l'Action française. Le cardinal Pacelli, qui ne les approuva jamais, tint en grande partie la main du pape rédigeant les deux encycliques "politiques" de son pontificat : *Mit Brennender Sorge* (14 mars 1937) condamnant le nazisme et le culte de la race comme fondamentalement antichrétiens, et *Divini redemptoris* (19 mars 1937) déclarant le communisme « *intrinsèquement pervers* ». Tandis que l'horizon mondial s'assombrissait, le cardinal parcourait le monde pour réchauffer les âmes : Buenos Aires, Washington, Lisieux, Chartres, Paris, Budapest tombèrent à genoux devant lui.

Pie XI mourut le 10 février 1939 ; le conclave s'ouvrit le 1^{er} mars. Le monde fut stu- >>>>

□ POLÉMIQUE

Quand le pape empêchait les rafles...

En dépit d'une campagne de diffamation entamée dans les années soixante, les faits plaident en faveur du pape, qui refusa certes de prononcer des protestations grandiloquentes.

La campagne de diffamation contre Pie XII commença en 1963 avec une pièce ignoble, *Le Vicaire*, de l'Allemand Rolf Hochhuth, souillant chaque soir sur une scène parisienne la mémoire du pape présenté comme un complice de Hitler. Il y eut alors de vives réactions avec échanges de coups. Pierre Pujo qui s'honorait d'y avoir physiquement participé, en a rendu compte dans *L'Action Française 2000* du 7 mars 2002. Ce fut ensuite en 2002 le chef-d'œuvre de bourrage de crânes et de terrorisme intellectuel de Costa-Gavras, le film *Amen* - un torrent de crachats (*voir le même numéro de notre journal*).

Pour connaître la vérité sur le comportement de Pie XII face à Hitler, il suffit d'évoquer sa première encyclique *Summi pontificatus* (octobre 1939) si nettement

antiraciste que les avions alliés en lancèrent des milliers de copies sur l'Allemagne. À Noël 1942, le pape parla à la radio explicitement de ceux que « *leur appartenance à une race* » vouait « *à la mort ou à une extermination progressive* ».

Les faits

Puis les faits parlent d'eux-mêmes : en septembre 1943, les troupes allemandes entrèrent dans Rome. Averti du risque de grandes rafles de juifs, Pie XII ordonna l'ouverture de tous les couvents et de tous les monastères pour les accueillir. Les 15 et 16 octobre eut lieu une rafle surprise, le Saint-Père intervint auprès du gouverneur militaire de Rome et les rafles cessèrent. Ce faisant, le pape, qui vendit des biens fa-

miliaux pour venir en aide aux persécutés, donnait pour instruction à tout le clergé de sauver partout les juifs par tous les moyens. Fallait-il qu'il prononçât des protestations grandiloquentes au risque d'exciter la colère féroce des nazis contre les juifs et donc d'aggraver les souffrances de ceux-ci ? L'Église de Hollande s'y risqua ; elle ne réussit qu'à déclencher en retour la déportation à Auschwitz même des juifs baptisés catholiques jusqu'alors épargnés. C'était pour le pape un drame que de devoir mesurer ses interventions dans l'intérêt même de ceux qu'il voulait sauver, comme il l'a confié au collège des cardinaux le 2 juin 1943.

Les juifs comprirent la difficulté et n'eurent alors de cesse de féliciter Pie XII, comme Pinhas Lapide, ancien consul d'Israël

en Italie, et M^{me} Golda Meir, Premier ministre d'Israël, qui, à la mort du pape, lui manifesta publiquement sa reconnaissance. Et comment oublier Eugenio Zolli, grand rabbin de Rome pendant la guerre et assoiffé d'absolu, que l'admirable conduite du Saint-Père amena après la libération de Rome à se convertir au christianisme et à se faire baptiser du prénom même du pape ?

Fausse accusations

Que pèsent les accusations méchantes et sans le moindre fondement des sionistes d'aujourd'hui confortablement assis sur leur idée fixe, à côté des témoignages vécus par ceux qui dans ces années-là tremblaient chaque jour pour leur peau ?

M.F.

»»»» péfait d'apprendre l'élection en une seule journée du cardinal Pacelli qui prit le nom de Pie XII. Il était souhaité par tous, et c'est en France que son élévation causa le plus d'enthousiasme. Il reçut la tiare le 12 mars en présence de plus de 250 000 personnes. Deux jours plus tard les armées nazies envahissaient Prague et, sentant le conflit inéluctable, le nouveau pape s'appliqua à condamner les agressions hitlériennes (Autriche, Pologne...), tentant d'empêcher l'alliance de l'Allemagne et de l'Italie, proclamant que les empires non fondés sur la justice ne sont pas bénis de Dieu.

Rendre la paix aux âmes déchirées était urgent : d'où la levée des sanctions contre l'Action française (voir ci-contre). La guerre entamée, il déclara fermement à Noël 1940 à l'adresse d'Hitler : « *Un ordre nouveau imposé par la force est un ordre sans dignité, sans valeur.* » Nous disons par ailleurs les risques qu'il prit pour défendre le peuple juif persécuté, et qu'une infâme campagne de calomnies tente aujourd'hui de nier.

Face aux barbaries

Des centaines de fois pendant cette guerre inouïe il éleva la voix sur les ondes pour dénoncer la « barbarie » tant nazie que communiste. Quand s'écroula le III^e Reich en mai 1945 il souhaita au peuple allemand « *une nouvelle dignité* » quand « *il aura repoussé de lui le spectre satanique exhibé par le national-socialisme et quand les coupables auront expié les crimes qu'ils ont commis* ». Il montra, en même temps, que la révolution soviétique avec « *sa croisade de régénération du peuple* » aboutissait à « *l'esclavage de toute la personne humaine* ». Il exprima devant l'ambassadeur de France le vœu que le général De Gaulle tendît la main au maréchal Pétain. Les années

suivantes, l'Europe commençant de se bâtir, il rappela que le lien de son unité est dans les idéaux chrétiens et dans le respect des traditions de chaque nation.

L'œuvre de ce grand pape fut aussi considérable sur le plan doctrinal et pastoral. Il avait une telle conscience des abîmes vers lesquels courait le monde et déjà même un certain clergé qu'il se pressait de brandir à temps et à contre-temps les vérités salvatrices, prêchant le respect de la famille et du mariage, précisant les rapports entre la science et la foi, rappelant la doctrine sociale de l'Église, réenflammant le culte du Sacré-Cœur, proclamant le dogme de l'Assomption de la Vierge Marie (8 décembre 1950), redéfinissant ce qu'est le corps mystique du Christ, empêchant les dérives liturgiques non sans innover en ce domaine (renouveau de la liturgie de la Semaine sainte, assouplissement du jeûne eucharistique), donnant un nouveau souffle aux missions surtout en Afrique, sacrant les deux premiers évêques africains, etc. Mystique et en même temps très lucide, il était de la lignée du grand Pie X qu'il eut l'honneur de canoniser le 29 mai 1954. Son immense culture et sa fine intelligence lui permettaient d'aborder avec compétence et avec tact les sujets les plus délicats du monde moderne, par exemple dans la plus importante de ses nombreuses encycliques *Humani generis* (12 août 1950).

Lors de sa longue maladie et surtout les derniers temps de son agonie, des foules de fidèles, mais aussi des savants et des hommes politiques retenaient leur souffle et priaient ardemment pour ce pontife dont la voix ne pourra être étouffée encore longtemps parce qu'avec lui l'Église s'est affirmée en tout point, aurait dit Maurras, comme « *l'arche de salut des sociétés* ».

MICHEL FROMENTOUX

LE PAPE ET L'AF

Une injustice réparée

Le 15 juillet 1939 était levé l'index sur L'AF. Un choix courageux de Pie XII, cinq mois seulement après la mort de son prédécesseur.

On sait qu'en 1926 pour des raisons pseudo-religieuses mais en réalité pour des motifs politiques (terminer le ralliement et appuyer la politique étrangère de Briand seule capable, selon le Vatican, d'assurer la paix en Europe), Pie XI condamna l'Action française dont les dirigeants et même les simples lecteurs du journal furent déclarés pécheurs publics et soumis aux peines canoniques les plus rigoureuses.

Mais l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'assassinat du chancelier Dollfuss et les événements qui suivirent montrèrent à Pie XI qu'il avait fait fausse route en matière de politique extérieure. En ce qui concerne la politique du rallie-

condamnation. Rappelons que Pie XI avait été jusqu'à qualifier l'Action française d'hérésie dans une lettre au cardinal Dubois, datée du 25 août 1929. Or, la condamnation fut levée le 15 juillet 1939, en la fête du Mont Carmel, en hommage aux religieuses de Lisieux qui avaient beaucoup œuvré en ce sens, après une lettre d'excuses anodine, signée des membres des comités directeurs, ce qui prouve de façon éclatante que les prétendus motifs religieux invoqués treize ans plus tôt pour justifier la condamnation ne tenaient pas debout.

Un éclatant désaveu

Pendant treize ans des prêtres, des religieux, des théologiens avaient été obligés de déclarer noir ce qu'ils avaient vu blanc jusqu'alors et inversement. Ces misérables contorsions ordonnées par Rome sous les peines canoniques les plus graves causèrent un tort considérable à l'Église, à la France et à la paix. Comme le dit un jour Pie XII à Edmond Michelet : « *Si l'Action française n'avait pas été condamnée, elle aurait constitué un rempart en face du nazisme et du communisme et cela aurait évité des millions de morts, le génocide des juifs et la domination par Staline de la moitié de l'Europe.* »

Ainsi, la levée de la condamnation de l'Action française, geste en soi extraordinaire - et on ne remercia jamais assez Pie XII d'avoir eu le courage de le faire cinq mois après la mort de son prédécesseur, ce qui était un signe éclatant de désaveu - est resté,



Charles Maurras et Robert de Boisfleury devant la statue de sainte Thérèse à Lisieux

malgré tout, un peu ambiguë dans la mesure où le pape a réaffirmé, à la demande de notre ambassadeur, la pérennité du dogme du ralliement. Il conviendrait maintenant d'aller plus loin en demandant à l'Église de faire repentance pour cette scandaleuse injustice faite par Pie XI à de nombreux catholiques, injustice qui a eu les pires conséquences comme l'a reconnu son successeur.

YVES LENORMAND

BÉATIFICATION

Les sionistes à l'assaut de Benoît XVI

Si certains juifs, essentiellement américains, avec à leur tête le rabbin David Dalin, sont favorables à la béatification du Pie XII, d'autres n'ont pas caché leur hostilité au Vatican.

La bataille fait rage actuellement dans le "peuple élu" au sujet de Pie XII, ce pape qui, à la tête de l'Église durant la guerre, sauva huit cent mille juifs... Une *symposium* regroupant une centaine de juifs, essentiellement des juifs américains ayant à leur tête le rabbin David Dalin¹, s'est tenu à Rome du 15 au 17 septembre afin de défendre la mémoire de ce pape. Un livre a été publié, attaquant en particulier la légende qui figure à Yad-Vashem sous la photo de Pie XII. Cette légende lui reproche de ne pas avoir fait assez pour les juifs, ainsi que son prétendu silence.

Le 9 octobre, Benoît XVI, au cours d'une messe pour le repos de l'âme de son prédécesseur, messe célébrée à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort, parla essentiellement de sa



Pierre Pujo entre deux policiers pour avoir défendu Pie XII dans l'affaire du Vicaire, en première page de Paris-Presse le 11 décembre 1963

doctrine et de son enseignement. Il n'aborda pratiquement pas son rôle durant la guerre. Cependant, à la fin de son sermon, il prononça curieusement ces quelques mois : « *Prions pour que la cause de sa béatification suive son cours.* » Il faut savoir que le procès de béatification a été confié au père

Gumpel qui a instruit la cause avec beaucoup de sérieux. Son travail est terminé depuis longtemps et pour que la béatification puisse être proclamée il ne manque plus... que la signature du pape.

Faut-il en conclure que Benoît XVI a demandé aux catholiques de prier pour que l'Esprit-

Saint lui donne le courage de procéder à cette modeste formalité ? Il faut le croire, car le *symposium* des juifs à Rome dont nous venons de parler a déclenché la colère des sionistes. Durant le synode des évêques qui se tient actuellement dans la Ville éternelle, un rabbin israélien est intervenu pour faire savoir que son gouvernement ne tolérerait pas que Pie XII soit béatifié. De son côté le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) a menacé à son tour le Vatican. À la grande surprise des catholiques, Benoît XVI, au lieu de soutenir les juifs groupés autour du rabbin Dalin, a préféré capituler devant les sionistes.

Le père Gumpel, qualifié de cardinal par une radio sioniste, a fait savoir que Benoît XVI ne se rendrait pas en Terre sainte tant

que la légende injurieuse mise sous la photo de Pie XII à Yad Vashem n'aurait pas été retirée ou changée, ce qu'a paru plus ou moins confirmer le porte-parole du Vatican. C'est bien le moins qu'il puisse faire. Rappelons qu'avec les protestants, l'Église catholique a été la seule institution à protéger et à sauver les juifs pendant la guerre et qu'à la différence de Roosevelt, de Churchill, de De Gaulle et de Staline, Pie XII a été l'une des rares personnalités à œuvrer en leur faveur. On admirera la façon dont les sionistes qui utilisent en Palestine depuis soixante ans des méthodes proches de celles de leurs adversaires durant la guerre, le remercient.

YVES LENORMAND

1 - David Dalin : Pie X et les juifs, le mythe du pape d'Hitler. Éditions Tempora 2007, 19,90 euros. Ce livre a été préfacé par le père Blet dont on connaît l'ouvrage fondamental sur la question : Pie XII et la Seconde Guerre mondiale d'après les archives du Vatican. Éditions Perrin, disponible maintenant en livre de poche.

UN TÉMOIGNAGE MARQUANT

Yves Lenormand évoque page précédente le *symposium* international sur le pontificat de Pie XII, organisé par la Fondation américaine *Pave the Way Foundation* (PTWF) de New York, qui s'est tenu à Rome du 15 au 17 septembre dernier. Le R.P. Pierre Blet, qui s'y trouvait, nous en parlera plus longuement dans un prochain numéro. D'ores et déjà, le site *Zenit.org* signale la participation d'historiens et de rabbins ayant survécu à l'holocauste, témoins de l'œuvre d'assistance portée aux juifs par le pape. Le président fondateur de PTWF, Gary Krupp, a précisé que « beaucoup d'historiens attendent l'ouverture complète des archives du Vatican, même si l'histoire de cette période est vérifiable grâce aux récits de ceux qui l'ont vécue ».

Puis il a raconté qu'aussi bien lui que son épouse Meredith étaient au début totalement convaincus que Pie XII et l'Église catholique étaient antisémites et collaborateurs des nazis. Mais plusieurs rencontres avec des témoins de l'époque leur ont ouvert les yeux. Un des témoignages les plus marquants pour Gary Krupp fut celui de M^{sr} Giovanni Ferrofino, âgé aujourd'hui de quatre-vingt seize ans, qui était à l'époque le secrétaire du nonce apostolique en Haïti, M^{sr} Maurilio Silvani, à ce poste de 1939 à 1946. Dans une vidéo projetée mardi 16 septembre et faisant partie des archives de la Fondation PTWF, M^{sr} Ferrofino raconte que Pie XII lui envoyait deux fois par an des télégrammes cryptés lui demandant des visas à l'intention de juifs devant fuir l'Europe occupée par les nazis. À chaque fois qu'il recevait un télégramme, M^{sr} Ferrofino se rendait chez le président de la république dominicaine de l'époque, le général Rafael Trujillo, pour lui demander 800 visas au nom du pape. Cette procédure se répéta deux fois par an de 1939 à 1945. Ce qui signifie que, grâce à Pie XII, au moins 11 000 juifs furent embarqués au Portugal et mis à l'abri en République dominicaine. D'où les propos de Gary Krupp passés sur les ondes de *Radio Vatican* le 20 juin dernier, à l'issue d'une rencontre avec le pape Benoît XVI, affirmant : « Pie XII a sauvé dans le monde plus de juifs que tout autre personne dans l'histoire. »

* D'après <http://www.zenit.org/article-18832>, 17 septembre 2008

LE R.P. PIERRE BLET

La vérité sur un grand pontife calomnié

L'Académie française vient d'attribuer le Grand Prix Gobert 2008 au R.P. Pierre Blet, s.j. À cette occasion, nous nous sommes entretenus avec lui sur son œuvre.

L'Action Française 2000 - Mon Père, pouvez-vous nous parler brièvement du prix dont vous venez d'être honoré ? Ce prix a-t-il couronné votre dernier ouvrage Richelieu et l'Église ?

Pierre Blet - Le prix Gobert est le grand prix d'histoire de l'Académie française. Gabriel Hanotaux l'a reçu jadis, et Jean Favier récemment. Il ne m'a pas été attribué à l'occasion de la parution de ce dernier livre, mais pour l'ensemble de mon œuvre.

Des assemblées du Clergé...

Mes premiers ouvrages furent les deux thèses que j'ai soutenues en Sorbonne. Ma thèse principale portait sur les assemblées du clergé en France de 1615 à 1666 ; elle a été publiée en 1959 en deux volumes, couronnés par l'Académie française et par le CNRS. C'est en parlant avec l'un de mes confrères à Francfort que j'ai décidé d'étudier ce sujet. Au départ, je devais traiter des assemblées du clergé durant tout le XVII^e siècle mais le sujet était si vaste que j'ai dû m'arrêter en 1666. J'ai poursuivi par la suite en traitant de ces assemblées de 1670 à 1715 dans deux nouveaux volumes. Cette période était la plus intéressante car elle comprend l'assemblée de 1682 au cours de laquelle Bossuet rédigea les fameux quatre articles, véritable charte du gallicanisme.



Converti au catholicisme, Eugenio Zolli, qui fut le grand rabbin de Rome, choisit son prénom en hommage à Pie XII.

À cette occasion, j'ai rectifié beaucoup d'idées reçues qui étaient autant d'idées fausses. L'historien Clément, biographe de Colbert, avait raconté que ce ministre avait été l'inspirateur des quatre articles, ce qui n'était pas vrai. En réalité, la majorité du clergé à l'époque était gallican. Les quatre articles reflétaient donc cet état d'esprit. Les évêques les adoptèrent mais sans les publier. Cependant le bruit se répandit que le pape voulait jeter l'interdit sur le royaume ; on se dépêcha donc, en réponse, de les faire connaître. Ce bruit se révéla être faux. Louis XIV, voyant que les choses prenaient mauvaise



Le R.P. Blet reçu par Benoît XVI

tournure, décida de dissoudre l'assemblée en prétextant que les évêques avaient mieux à faire dans leurs diocèses. Façon élégante de s'en débarrasser.

J'avais rédigé ma thèse principale sous la direction de Victor Tapie ; j'écrivis ma thèse complémentaire sous celle de Roland Mousnier. J'avais pensé traiter des trois mariages de Gaston d'Orléans. Finalement j'ai étudié les instructions et les lettres de Renuccio Scatti, nonce en France de 1639 à 1641. Cette thèse complémentaire a joué un grand rôle dans la suite de mes travaux.

... à la défense de Pie XII

Le 1^{er} janvier 1960, Jean XXIII qui avait entendu parler de ce travail, m'appela pour me demander du publier la correspondance de Girolano Ragazzoni, évêque de Bergame, diocèse dont il était originaire, nonce en France de 1583 à 1586. L'ouvrage parut en 1962. En 1965, j'ai demandé une audience à Paul VI pour lui offrir mon livre sur le nonce Scotti qui venait de paraître Or, depuis deux ans les communistes et les sionistes menaient une campagne virulente contre Pie XII et à travers lui contre l'Église à propos de l'attitude de ce pape vis-à-vis des juifs pendant la guerre. Paul VI décida en 1964 de publier les documents concernant cette affaire. Il profita donc de l'occasion pour me demander d'être parmi les historiens qui travailleraient sur ces archives.

J'ai retrouvé deux de mes confrères jésuites qui avaient commencé ce travail : le père Angelo Martini qui a le plus travaillé sur le sujet puisqu'il a consacré les quinze dernières années de sa vie à cette œuvre, à plein temps, sans en voir l'ultime achèvement, et le père Schneider qui est mort assez jeune, ce qui a ralenti nos travaux malgré l'arrivée du père Robert Graham, un Américain. Je ne pouvais travailler qu'à temps partiel car je continuais à enseigner à l'Université grégorienne ainsi qu'à la Pontificia academia

ecclesiastica qui prépare les ecclésiastiques qui se destinent aux services diplomatiques du Vatican. Nous étions tous les quatre jésuites. Le père Graham étant décédé le 11 février 1997, je suis le seul survivant.

J'ai travaillé de 1965 à 1982 à la publication des *Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Deuxième Guerre mondiale*, soit au total douze volumes. En même temps, j'ai publié le troisième tome de mon histoire des assemblées du clergé au XVII^e siècle ainsi qu'une *Histoire de la représentation diplomatique du Saint-Siège des origines à l'aube du XIX^e siècle*. J'ai commencé aussi à travailler pour le quatrième volume concernant les assemblées du clergé au XVII^e siècle. Ensuite j'ai rédigé un cinquième volume qui constitue la synthèse des quatre premiers.

Douze volumes d'archives

L'AF 2000 - Pourquoi avoir choisi un spécialiste du XVII^e siècle pour travailler sur les archives de la Deuxième Guerre mondiale ?

P.B. - Parce que j'étais le plus compétent en matière de dépouillement et de publication d'archives, spécialement à cause de l'édition de mes livres sur la correspondance des nonces. Lors de la rédaction des douze volumes, j'ai réalisé l'introduction de chacun. Cela m'a permis ensuite d'en

établir facilement la synthèse et de la publier chez Perrin sous le titre *Pie XII et la Seconde Guerre mondiale d'après les archives du Vatican*. Un livre qui a été traduit en onze langues, les dernières étant l'espagnol et le croate.

Depuis, j'ai continué les études que j'avais menées sur le XVII^e siècle en publiant *Les Nonces du pape à la Cour de Louis XIV*, ouvrage couronné par la société d'études du XVII^e siècle présidée par Yves Bercé, historien connu, membre de l'Institut. Mon dernier livre est *Richelieu et l'Église* qui a été publié aux éditions Via Romana en 2007. C'est sa parution qui a été l'occasion de l'attribution du prix Gobert qui me sera remis officiellement en novembre. Maintenant, je voudrais rédiger une petite histoire de la France au XVII^e siècle, inspirée d'un cours que j'ai donné à la Grégorienne ainsi qu'une petite biographie de Pie XII à l'occasion du cinquantième anniversaire de son décès, en octobre 1958.

L'hommage de Jean-Paul II

L'AF 2000 - Vous aurez été le fervent défenseur de ce grand pape des temps modernes...

P.B. - J'ai essayé effectivement de rétablir la vérité au sujet de ce grand pontife qui a été et qui continue à être calomnié par des groupes de pression "qui n'existent pas", bien que nous les connaissions tous. Lorsque mon ouvrage *Pie XII et la Seconde Guerre mondiale* est paru en 1997, j'en ai offert un exemplaire au pape. Son secrétaire m'a téléphoné huit jours plus tard pour me dire que le Saint-Père l'avait lu de la première à la dernière ligne. Lors d'un voyage en Afrique, un journaliste demanda à Jean-Paul II ce qu'il pensait de Pie XII ; il répondit que ce fut un grand pape. Le journaliste crut le mettre en difficulté en évoquant ses "prétendus silences" ; alors le pape rétorqua « qu'il n'avait qu'à lire, s'il voulait se documenter, le livre du père Blet ».

PROPOS RECUEILLIS PAR YVES LENORMAND

L'ACTION FRANÇAISE **TARIF DES ABONNEMENTS** (paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	60 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
 Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

Il se fit remarquer, avec ses frères Jacques et Paul, lors d'une expédition sur l'île Hayes en 1686. Lors de l'attaque du fort Moose, Pierre se trouva seul, pistolet dans une main et épée dans l'autre, entouré de dix-sept Anglais qu'il captura avec rage et témérité. Le Sud de la baie d'Hudson devint rapidement français, et le nom de Saint-Louis fut donné au fort Moose. Le 3 juillet, en canoë, avec treize hommes, Iberville prit d'assaut le *Craven* ancré près du fort Rupert. En 1687, il se trouva face à deux trois-mâts anglais immobilisés par les glaces. Son frère, Maricourt, harcela durant tout l'hiver les quatre-vingt-cinq Anglais essayant de se ravitailler sans succès. Le scorbut les atteignant, Iberville, en flibustier, se saisit de l'occasion pour les faire prisonniers. Il prit même un troisième vaisseau dans les jours qui suivirent !

Attaques cruelles

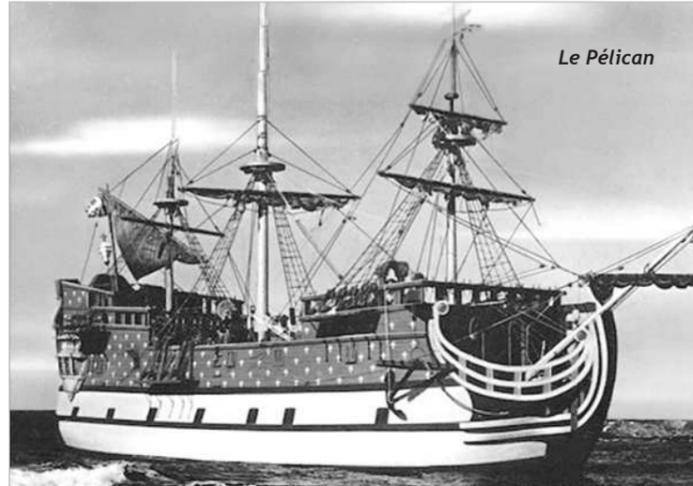
En février 1689, trois détachements s'attaquèrent au Nord de la Nouvelle-Angleterre. Un groupe était aux ordres de Pierre d'Iberville, un autre obéissait à son frère Le Moyne de Saint-Hélène. Ils abandonnèrent les canoës au lac Champlain puis chausèrent les raquettes. Ils se nourrissaient de lard froid accompagné d'eau de vie. Le 18 février, en pleine nuit, ils arrivèrent à Corlaer, aujourd'hui Schenectady, État de New York, hurlant des cris de guerre. Ils repartirent à Montréal avec cinquante chevaux chargés de butin et vingt-cinq prisonniers. « Grâce à de semblables coups de main où les Canadiens se montrèrent plus résistants que les meilleurs guerriers iroquois et parfois plus cruels que leurs ennemis, la colonie put tenir sans aide venue de France, pendant plus de trois générations. » (Henri Servien, *L'Amérique française*)

On ne compte pas les exploits auxquels participa Iberville : en 1690, il attaqua le fort New Se-

❑ QUÉBEC : 400 ANS, JE ME SOUVIENS...

Les exploits de Pierre Le Moyne d'Iberville

Fils d'un marchand de Montréal, anobli en 1668, il symbolise l'ascension sociale d'une famille passant du commerce au métier des armes. Pierre était instruit, éduqué, rusé, intrépide. Sa bravoure impressionna les Iroquois, qui l'épargnèrent après l'avoir capturé...



vern ; en 1692, il captura trois navires anglais ; en 1694, il s'accapara le fort York, rebaptisé fort Bourbon. Le 14 juillet 1696, il accourut auprès de Joseph Robineau de Villebon, gouverneur d'Acadie, aux prises avec les Britanniques : il bondit avec ses frégates, et captura le *Newport* pendant que les deux autres vaisseaux s'enfuyaient.

Au cours de l'hiver 1696-1697, il se rendit à Terre-Neuve, accompagné du gouverneur Broullan et de quatre-vingts volontaires. « Pendant neuf jours, les Canadiens marchèrent dans les bois épais, sur un sol détrempé, brisant la glace à chaque instant sous leurs pas, traversèrent des rivières et des marécages avec de l'eau jusqu'à mi-corps, et couchèrent sur la dure. » (*La Nouvelle France*) Ils prirent St John's et trente-six établissements anglais et « pendant deux mois parcoururent le pays, [...] répandant la terreur parmi les habitants... » (*La Nouvelle France*)

Séparé du reste de la flotte, à bord du *Pélican*, il trouva face à lui le *Hampshire*, le *Dering* et le *Hudson's Bay*. Il déconcerta l'adversaire. Écoutons Henri Servien : « La brusque manœuvre contraignit la conserve du *Hampshire* à s'écarter ; les deux vaisseaux à portée l'un de l'autre lâchèrent leurs formidables bordées en même temps. [...] Le *Hudson's Bay* n'avait pas eu le temps de tirer. [...] Il préféra virer de bord et s'écarta. Au deuxième passage, encore noyées dans des bancs d'épaisse fumée, les coques de chêne éclatèrent en éclardes meurtrières. » Iberville voulut en finir en envoyant une bordée sur la ligne de flottaison du *Hampshire*, qui sombra avec tout son équipage. Le *Hudson's Bay* se rendit sans combattre. Durement éprouvé lors de l'accrochage, le *Pélican*, laissa le *Dering* s'échapper.

La campagne n'était pas terminée : « Sans vivres [...], Iber-

ville prit le parti désespéré d'attaquer le fort Bourbon. [...] Mieux valait périr dans un combat acharné que de succomber au froid et à la faim. [...] Il allait engager l'action lorsque le *Palmer*, le *Wesp* et le *Profond* parurent à l'embouchure de la rivière. C'était le salut, et un renfort suffisant pour réduire bientôt à merci la garnison du fort déjà démoralisée par la destruction de la flotte de secours. »

Reconnaissance

La gloire d'Iberville s'était répandue dans tout le Canada. Clairvoyant, il avait écrit sur la vallée du Mississippi : « Si la France ne se saisit pas de cette partie de l'Amérique [...], la colonie anglaise [...] s'augmentera de manière que dans moins de cent années elle sera assez forte pour se saisir de toute l'Amérique du Nord... » On l'envoya en reconnaissance en vue d'établir un fort au Mississippi. Une région marécageuse, infesté d'insectes... Il fit construire le fort Maurepas et fut le premier Canadien à recevoir, la Croix de Saint-Louis, haute distinction militaire des rois de France. Plaidant pour une colonisation rapide de la Louisiane, il construisit en 1700 le fort Mississippi, plus au nord. En 1701, il établit à Mobile le fort Saint-Louis. Iberville veillait à entretenir de bonnes relations avec les autochtones. Il favorisa l'envoi de missionnaires et l'installation de "coureurs des bois" se mariant avec des indiennes. C'est aussi l'époque où un édit de Richelieu stipulait que tout sujet amérin-

dien christianisé pouvait se considérer comme sujet du roi de France, humanisme inconcevable pour un Britannique puritain ; les dauphins de France grandissaient souvent avec, comme camarade de jeu, un ou deux enfants amérindiens, confiés par leur père, souvent chef de tribu.



Iberville était affaibli, victime de plusieurs crises de malaria, mais il restait à l'affût pour empêcher toute expansion britannique à l'ouest des Appalaches. En 1706, il arriva de France avec douze vaisseaux et terrassa les godons aux Antilles. St Christopher fut ravagé sans merci. Nevis et Charlestown capitulèrent et vingt-quatre vaisseaux anglais furent pris. Il se dirigea alors vers sur Cuba et s'éteignit à La Havane.

Voilà le destin d'un grand homme que l'on pourrait largement citer aux jeunes générations, en remplacement de quelques stars pailletées à grand frais... Il est vrai que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent et les idoles que l'on peut leur fournir.

FRÉDÉRIC WINKLER

❑ FALLAIT-IL Y ALLER ?

Louis XVI et les "Insurgents"

En ces jours où se déroule aux États-Unis un scrutin dont les résultats seront connus quand paraîtront ces lignes, mais qui de toute façon sera déterminant pour l'avenir du monde, il est tentant, pour nous Français, de nous souvenir que ce pays aujourd'hui si puissant a été en quelque sorte porté sur les fonts baptismaux par le roi Louis XVI.

Un très intéressant dossier de la revue *Historia* est consacré aux "origines bien françaises" de ces terres que l'on désigne le plus souvent comme "l'Amérique". Le professeur Bernard Vincent montre que le jeune roi Louis, dès qu'il eut appris, un an après son accession au trône, le début de la guerre déclenchée par les colons d'outre-Atlantique en révolte contre l'Angleterre, se passionna pour cette aventure et la suivit sans relâche jusqu'à la défaite anglaise en 1781. Il encouragea nos meilleurs amiraux (Charles d'Estaing, De Grasse...) et nos meilleurs soldats (La Fayette, Rochambeau...) à partir



Reddition du Britannique Cornwallis après la bataille de Yorktown, le 19 octobre 1781, en présence de 12 000 soldats français

au secours des révoltés, fit doubler les efforts de construction navale française, dépensa

sans compter pour aider les Insurgents dont les envoyés en France (Benjamin Franklin, Tho-

mas Jefferson...) étaient devenus la coqueluche de Paris...

Tout cela bien sûr parce que Louis XVI avait une revanche à prendre sur l'Angleterre qui nous avait infligé le désastreux traité de Paris, mais aussi parce qu'il partageait avec la jeunesse de son temps l'enthousiasme - et les illusions - pour les idées nouvelles de liberté. En refermant ce dossier qui fait vivre quelque temps dans Philadelphie, ville des Lumières, et qui rappelle qu'au XVI^e siècle New York s'appelait Angoulême, on est obligé de se poser la question de savoir si le jeune roi a été bien inspiré. Car soutenir une insoumission et ai-

der à mettre en place une république, tout en jetant la jeune noblesse française dans ce vivier d'idées révolutionnaires, n'était pas le meilleur moyen de renforcer la monarchie française aux prises avec des parlements tout prêts à exploiter le gouffre financier dans lequel cette guerre allait plonger le royaume. Il en sortit la banqueroute, les États Généraux, le renversement du trône... D'un autre côté, grâce à Louis XVI, l'Angleterre avait perdu sa toute puissante maritime et coloniale et la France avait repris le premier rang parmi les anciennes puissances.

Même Bainville ne tranche pas, tout en constatant qu'en se lançant dans la guerre d'Amérique le roi évitait un effacement irréparable de la France, mais que cette même guerre d'Amérique donna le choc par lequel la Révolution fut lancée... Plus que dans les faits, cherchons les causes de 89 dans la force de perversion des idées désincarnées...

M.F.

LES FILMS DE NOVEMBRE



» QUANTUM OF SOLACE

Daniel Craig endosse pour la deuxième fois la panoplie de l'agent 007. Dans ce 22^e opus, James Bond n'affronte pas seulement le méchant de service, un certain Dominic Greene, Mathieu Almaric, homme d'affaires lié au Chiffre (banquier du terrorisme international qu'il a affronté lors d'une partie de poker dans *Casino Royale*) qui rachète des terres désertiques d'un pays d'Amérique du Sud. Des terres qui renferment des réserves d'eau et qu'il veut acquérir en prévision d'une pénurie due au réchauffement climatique. L'agent secret se heurte également aux traîtres du MI6 qui ne sont pas étrangers à la mort de Vesper, sa collègue agent du Trésor tuée dans *Casino Royale*. Pris dans un labyrinthe de morts sans ordonnance, il va mouiller la chemise, le gars Bond. Il ne peut compter que sur Camille, Olga Kurylenko, maîtresse "infiltrée" de Greene qui cherche à se venger de la mort de sa famille, assassinée par un général Medrano, Joaquim Cosio, dictateur de connivence avec Greene. Avec cette suite directe de *Casino Royale*, Marc Foster, signe un film d'action aux cascades et courses-poursuites époustouflantes, servi par un Daniel Craig pur, dur et brut de décoffrage, au regard bleu glacier glacial. Au final, 1 h 50 d'un divertissement à des années lumières des précédents Bond.

» L'ÉCHANGE

Dans les Los Angeles des années 1920-1930, une mère de famille, Angelina Jolie, dont le fils a disparu (fugue ou enlèvement par un tueur en série ?), se voit ramener par la police (corrompue) un enfant qui prétend être son fils. Menacée, enfermée dans un asile, forcée d'accepter cet enfant qu'elle sait ne pas être le sien, elle aura bien du mal à faire comprendre qu'elle n'est pas la mère de ce gosse. Seul un pasteur méthodiste, John Malkovich, va lui venir en aide et défier les autorités... D'après une histoire vraie, Clint Eastwood signe un excellent drame qui devrait toucher au cœur toutes les mères de famille.

» LA BANDE À BAADER

Le réalisateur allemand Uli Edel signe un formidable "docu-fiction" sur les membres de la bande à Baader, sur les pseudo-motivations révolutionnaires du groupe terroriste qui, dans les années soixante-dix, sema la terreur et la mort en Allemagne. Ça dure 2 h 25 et c'est plus passionnant qu'un congrès du Parti communiste !

ALAIN WAELKENS

EXPOSITION

Van Dyck au musée Jacquemart-André

Anthony Van Dyck (1599-1641) était un peintre baroque, qui excella dans l'art du portrait. Il fut le principal peintre de la Cour d'Angleterre....

Van Dyck portraitiste, tel est le thème de l'exposition visible, en ce moment, au musée Jacquemart-André. Organisée par deux commissaires de grande valeur, MM. Jean Babelon et Nicolas Sainte-Fare-Garnot, elle a bénéficié du soutien de Gaz de France, de Suez et d'Otis. Ainsi, grâce à la collaboration de l'Institut de France et du secteur privé, des œuvres dispersées dans des musées d'une douzaine de pays (dont les États-Unis et la Russie) ont pu être rassemblées à Paris, pour la première fois ¹.

Voyage biographique

L'exposition suit scrupuleusement la biographie du jeune peintre anversois, et nous conduit des Flandres à un premier séjour en Angleterre ; puis, au voyage en Italie, à Venise, où il subit l'influence - heureuse - du Titien, à Rome et à Palerme, et surtout à Gênes, où il travaille pour le patriciat de la ville, et où s'affirme sa vocation de portraitiste. De retour aux Pays-Bas espagnols, où il apporte d'importantes contributions à la peinture religieuse, il est très tôt rappelé en Angleterre : il y devient le peintre attitré du roi et de l'aristocratie anglaise. L'invitation à la Cour de France, lancée par Louis XIII et Richelieu, arriva trop tard ². Il mourut peu de temps après, en 1641 (il n'était âgé que de quarante-deux ans) et il fut inhumé à Londres, dans la cathédrale Saint-Paul.

Le talent de Van Dyck fut d'une extraordinaire précocité. Rubens, son maître, s'appropriera certaines de ses œuvres après les avoir lé-



Portrait de Marie-Louise de Tassis

gèrement retouchées... Mais il apprit beaucoup en Italie, perfectionnant et renouvelant sans cesse sa manière, pour finalement ne se consacrer qu'au portrait.

La première salle présente des œuvres de jeunesse, de ses vingt ans, et révèle une extraordinaire capacité à saisir l'acuité d'un regard, de révéler une personnalité, de dégager une attitude. Il s'appliqua à faire ressortir la noblesse morale, la distinction physique, même si la représentation des notables n'est pas exempte d'une certaine idéalisation. Un beau portrait de famille (prêté par le musée de l'Ermitage) rend avec spontanéité et avec un bel équilibre une atmosphère de bonheur familial. Tandis que le portrait des frères de Wael, peintres et marchands d'art, forme un couple élégant et désinvolte dans un accompagnement de satin brillant de velours sombre.

Van Dyck s'attache également à ennoblir ses collègues, artistes peintres et graveurs, mais aussi érudits ou savants, qui représentent une aristocratie des talents. Graveur lui-même, il a livré d'eux des portraits d'une spontanéité et d'une acuité sans égales. Autant d'œuvres qu'un connaisseur en la matière, Rembrandt, admirait. Ainsi, tel portrait de Frans Snyders. On se trouve loin de « l'embellissement que peut apporter la peinture à l'huile ou de la rigidité des portraits gravés au burin » (Pascal Torres).

1 - Le catalogue, dû à M. Alexis Merle du Bourg, intitulé *Antoon Van Dyck. Portraits (Fonds Mercator, Bruxelles, 2008)* comprend d'importants articles de M. Jean-Pierre Babelon et de M. Nicolas Sainte-Fare-Garnot, ainsi que de précieuses notices techniques. 2 - De plus, la présence d'un autre

Mais le portrait phare de cette merveilleuse exposition est celui de Maia de Tassis, d'une grande élégance et d'une jeunesse intemporelle. Et dans la même salle, celui d'Anna Wake témoigne, comme celui-ci, de la vogue de la mode française dans les Pays-Bas.

Gentilhomme

Son séjour en Angleterre fait de Van Dyck un peintre gentilhomme menant grand train, brochant des effigies de Charles I^{er} dans lesquelles la dignité royale n'efface nullement la personnalité du souverain. Bref, Van Dyck créait la version anglaise du portrait aristocratique, à l'élégance nonchalante et au regard distant.

Le Louvre possède, de Van Dyck, deux toiles magnifiques : *Le Roi Charles I^{er} en costume de chasse*, et ses neveux, les *Princes Palatins*. Deux œuvres qui proviennent de la collection qu'Évrard Jabach (1618-1695) vendit à Louis XIV. Félien, qui a décrit les grands appartements royaux, commente ces tableaux qu'il a vus, placés dans le salon d'Apollon ou salle du Trône, à Versailles. Ce qui fait écrire à M. Jean-Pierre Babelon : « Van Dyck à Versailles, de quelle autre apothéose peut-on rêver ? »

RENÉ PILLORGET

Flamand, Philippe de Champaigne, illustrateur officiel du règne aurait rendu, peut-être plus difficile celle de Van Dyck

* Le musée, 158 boulevard Haussmann, est ouvert tous les jours. Téléphone : 01 45 62 11 59. Le musée comporte un très agréable salon de thé.

PEINTURE

Rouault méconnu

Faut-il que, cinquante ans après sa disparition, ce soit le Japonais Idemitsu qui oriente l'éclairage sur l'œuvre d'un peintre inclassable ?

C'est seulement en 1972 que l'industriel nippon Sako Idemitsu fut pour la première fois mis en présence d'un tableau de Rouault. Il est alors totalement admiratif, y retrouvant une certaine similitude avec la calligraphie et la peinture à l'encre japonaise. De ce choc esthétique, naît une collection dont les œuvres majeures sont aujourd'hui proposées au public français.

On connaît son adolescence d'apprenti verrier (certains tableaux d'ailleurs n'apparaissent pas comme des "vitraux peints" ?), ses études à l'École des Beaux-Arts, sa formation par le maître Gustave Moreau, mais aussi, hélas, ses trois échecs au prix de Rome... Tout cela en fait

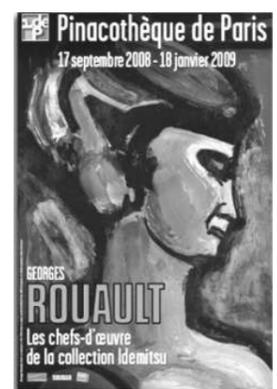
un être inquiet, toujours en recherche, un inclassable, ni expressionniste, ni fauve, un mal aimé de la peinture en qui ni ses confrères ni les acheteurs ne se reconnaissent vraiment.

Clavier pictural

À l'écart des écoles il crée sa propre peinture ; son "clavier pictural", comme il le nomme, est immense, sa technique, solide ; il utilise tous les supports : papier, carton, toile, et projette sa peinture ou ses encres avec une belle maestria. Mais ses sujets fâchent et étonnent : il peint les clowns, les pauvres, les danseuses, les filles, une bourgeoisie bouffie et souvent stupide ; c'est

parfois violent, caustique, "gothique" pourrait-on dire, mais il n'est cependant ni Daumier ni Lautrec, il "montre" et quête justice et pitié. Chrétien convaincu, grand ami de Léon Bloy chez qui il rencontrera Jacques et Raïssa Maritain, il considère la peinture comme un médium pour affirmer sa foi, son espérance en Dieu. La série *Passion* et celle de *Miserere* témoignent de son profond mysticisme. L'homme est mauvais, seul le Christ est sauveur.

On comprend aisément que, dans le monde de l'art volontiers



affranchi des croyances, la place de Rouault ait été difficile, il faut accepter de le "regarder", car chez lui, nulle fadeur ou art "pompié", il nous laisse le spectacle d'une humanité humble et bafouée à laquelle sa profonde spiritualité confère force et noblesse.

MONIQUE BEAUMONT

* Pinacothèque de Paris, 28 place de la Madeleine, Paris 1^{er}. Bien entendu, vous vous munirez de grande patience

et d'un pliant afin d'aller constater au Louvre, à Orsay et au Grand Palais ce que Picasso doit à ses "maîtres".

Bonne nouvelle : nous avons probablement échappé au scénario catastrophique imaginé par Desberg et Griffio, coauteurs d'une série de bandes dessinées, *Empire USA*, dont les deux premiers volumes viennent de paraître. À la suite d'un attentat qui a fait trois cent mille victimes à San Francisco, les élections américaines ont été annulées, l'état de guerre déclaré, les droits constitutionnels suspendus, le Président maintenu à vie dans ses fonctions...

Mort aux trousses

Les États-Unis sont officiellement devenus un empire prêt à étendre sa domination mondiale et les théories évangélistes. Des bombardements massifs ont anéanti l'opposition internationale. Un seul homme pourrait encore empêcher ce désastre. Malheureusement, l'agent des Services américains Jared Gail s'apprête à se suicider. Y renoncera-t-il ? Toute l'intrigue est là. Pénible, par cette haine de la morale chrétienne, présentée comme un danger pour la démocratie et les libertés individuelles, qu'elle véhicule. Caricature, méconnaissance, mépris : rien de nouveau. L'Amérique puritaine, avec ses candeurs et ses excès, représente, en ce domaine, une cible, parmi d'autres qui nous sont chères, et cela devrait nous la rendre sympathique. Ce n'est pas le cas, parce que, malgré l'outrance de cet album sombre et violent, une telle dérive n'apparaît plus invraisemblable. Il arrive, hélas, que vos amis changent... Mieux vaut s'en rendre compte à temps.

Anti-américanisme primaire ? Ancien membre des instances dirigeantes de la CIA, Robert Baer n'en est guère soupçonné. Pour lui aussi, la fiction se révèle un moyen de tirer la sonnette d'alarme. Max Waller, agent américain, a une obsession : démasquer l'assassin de son officier traitant, vingt ans plus tôt, au Liban.

HALL BUELL

Le Bétisier de l'Amérique

Hors Collection - 85 p. - 10 euros

D'ordinaire destinée à donner d'un homme politique une image séduisante et sympathique, la photographie peut à tout instant se retourner contre le modèle. Il suffit d'un bref rictus, d'un faux pas, d'une soudaine envie d'éternuer, de l'intrusion imprévue d'un tiers, voire d'un animal, dans le cadre, ou de l'expression inexplicablement conternée de ceux qui vous entourent... Le jeu consiste à rassembler le maximum de ces clichés et à leur adjoindre une légende percutante. Nixon, les Bush père et fils, les couples Clinton et Reagan, plus quelques candidats malheureux à la Maison Blanche sont les cibles de ce petit album, quelquefois très drôle, souvent scatologique, parfois franchement blasphématoire.

A.B.

ÉTATS-UNIS

Rêve ou cauchemar américain ?

Quel qu'ait été le résultat des élections présidentielles américaines, il pèsera sur les destinées de la planète entière. Raison suffisante de s'intéresser aux bouleversements des États-Unis ces dernières années et à leurs conséquences.

Un assassin qu'il croit, au printemps 2001, avoir enfin identifié sur une photographie d'archives en compagnie de Ben Laden et plusieurs autres hommes ; parmi eux, un occidental dont on a pris la précaution de camoufler les traits. Waller empoche le document. C'est le début de ses ennuis. Renvoyé de la CIA, traqué, trahi, il n'a plus qu'un espoir : comprendre pourquoi la possession de ce cliché se révèle si dangereuse. Jeté dans une course folle de New York à Paris, de

ruption plus forts que les passions politiques. C'est, sous couvert romanesque, tout l'arrière-fond des événements du 11 Septembre qui se trouve éclairé. Crûment.

Lutte asymétrique

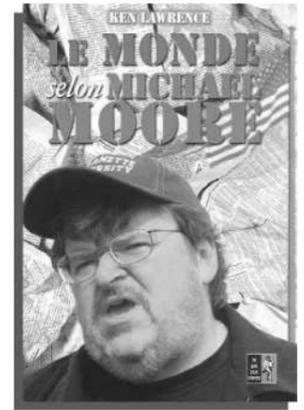
Il n'est pas nécessaire de sombrer dans un délire conspirationniste pour comprendre que les intérêts stratégiques, géopolitiques et financiers en jeu justifiaient, aux yeux de certains, le sacrifice de milliers d'innocents. Contrôler

teurs estimaient capable de combattre victorieusement sur deux terrains d'opérations majeurs et éloignés, se trouve actuellement embourbée dans des opérations secondaires mais aux conséquences à long terme incalculables. *Irak Afghanistan : L'Amérique en guerre* est une analyse assez pertinente pour ne s'être pas démodée depuis sa parution, ce qui est rare, en dépit de l'évolution de la situation. Les buts primitifs, les objectifs, et les erreurs commises y sont exposés dans le détail. Il s'agit désormais d'un ouvrage d'histoire, récente, mais d'importance, à conserver, méditer et relire.

Guerre programmée

Washington se prépare-t-il, en dépit des résultats désastreux de ses entreprises, à déclencher les hostilités contre l'Irak et même à recourir d'emblée à l'emploi de l'arme nucléaire ? C'est ce qu'affirmait Éric Laurent dans son enquête Bush, l'Irak et la bombe. "Guerre programmée" que Bush père, horrifié, aurait tenté de contrer. Vaines tentatives, selon le journaliste, qui rappelle les rapports tendus entre les deux présidents. Pourquoi et comment avons-nous évité cette conflagration dangereuse, faut-il craindre de voir la prochaine administration américaine reprendre à son compte cette opération et déclencher les hostilités ? Étudier les étranges rapports entre l'Irak des ayatollahs et "le Grand Satan" dessine des réponses à ces questions. Peu rassurantes.

Il n'est pas mauvais, si l'on se souvient de l'aveuglement collectif de l'opinion publique américaine au lendemain du 11 Septembre puis de l'invasion de l'Irak, que certaines voix, même exagérées, se fassent entendre là-bas : celle de Michael Moore par exemple. Cinéaste, auteur de pamphlets et de documentaires au vitriol épinglant les erreurs de son pays, le personnage est adulé par les uns, honni par les autres qui l'accusent de subversion gau-



chiste. De gauche, Moore l'est incontestablement, mais refuser d'admettre qu'il tourne en général ses colères contre de véritables scandales ne serait pas intelligent. *Le monde selon Michael Moore* de Ken Lawrence est un choix de citations extraites de ses films, ses livres, ses articles. À découvrir en gardant à l'esprit que ce jugement acéré, cet humour ravageur, cette clairvoyance parfois remarquable sont au service de principes et de choix qui ne sont pas les nôtres. Allez ensuite directement aux textes. *Mike contre-attaque*, virulente dénonciation des problèmes américains, sombre dans l'excès, mais appuie souvent là où cela fait vraiment mal. *Tous aux abris* pareillement, même si ce pamphlet, écrit dans l'espoir d'éviter la réélection de Bush en 2004, est tombé à plat. On peut aimer, ou détester, pas rester indifférent

ANNE BERNET

* Desberg et Griffio : *Empire USA* ; tomes 1 et 2. Dargaud, 48 p., 10,40 euros le volume.

* Robert Baer : *Et la maison s'envolera*. Lattès, 330 p., 19,50 euros.

* Gérard Chaliand : *L'Amérique en guerre, Irak Afghanistan*. Le Rocher, 180 p., 18 euros.

* Éric Laurent : *Bush, l'Irak et la bombe*. Plon, 330 p., 20 euros.

* Ken Lawrence : *Le Monde selon Michael Moore. Le Pré aux clercs*, 138 p., 9,50 euros.

* Michael Moore : *Mike contre-attaque*. 10-18, 224 p., 7,49 euros. *Tous aux abris !* 10-18, 335 p., 7,80 euros.

Trieste à Larnaka, de Gaza à Damas, l'Américain se retrouve confronté à la plus improbable des révélations : certains, au sommet de l'État et du Renseignement américains, avertis d'une menace terroriste majeure sur le territoire des États-Unis, s'apprêteraient à la laisser se concrétiser...

Et la Maison s'envolera se révèle, sous certains aspects une transposition, très réussie, de *La Mort aux trousses* : même thème de la chasse à l'homme, même leurre, même cynisme des services secrets et de leurs manipulateurs, dans un contexte différent. Loin des simplifications de la Guerre froide et des camps bien marqués, nul, désormais, n'est plus noir ou blanc ; argent, pétrole, puissance sont des leviers de cor-

les champs pétrolifères du Proche-Orient, remodeler cette zone sensible selon les vues des néo-conservateurs, précipiter l'apocalypse comme en rêvent quelques courants protestants, autant d'objectifs que l'administration Bush aurait fait siens. Sans s'assurer d'en avoir les moyens... Spécialiste des guérillas, "les guerres asymétriques", Gérard Chaliand connaît les difficultés, classiques, auxquelles toute armée régulière, si puissante soit-elle, se trouve alors confrontée. Les experts militaires américains auraient dû les connaître également. Or, ils semblent les avoir négligées, dans une méconnaissance du terrain et de ses réalités assez ahurissante. Voilà comment la première puissance mondiale, que les observa-

Nombre de commentateurs admettent que les huit années de la présidence de George W. Bush ont sans doute changé définitivement et le regard que le reste du monde portait sur les États-Unis et le visage du pays. Le modèle américain, l'admiration ou l'envie qu'il suscitait ont disparu. À moins que se soit dissipée une illusion, l'Amérique n'ayant jamais été ce que s'imaginaient les naïfs. Ceux qui l'affirmaient avant la chute de l'URSS passaient pour traîtres à l'Occident. Aujourd'hui, se refuser à voir cette évolution se révélerait préjudiciable à nos intérêts nationaux comme à notre indépendance. William Reymond est journaliste d'investigation et très critique vis-à-vis des idées de droite, américaines ou non. Cela n'ôte pas, cependant, tout intérêt à ses

ouvrages. Après une longue enquête consacrée à l'assassinat de John Kennedy, il s'est attaqué à un autre mythe : le coca-cola. Au XIX^e siècle, la mise en évidence des propriétés de la cocaïne la firent présenter comme une panacée universelle. Un

LA SAGA D'UN SODA

pharmacien corse eut l'idée de commercialiser un vin "tonique" ainsi aromatisé... Succès mondial, que reprit, aux États-Unis, un nommé Pemberton ; celui-ci remplaça le bordeaux, l'alcool étant prohibé en Géorgie, par de l'eau gazeuse, encore renforcée avec de la noix de cola, riche en caféine. Le coca-cola, boisson "saine et énergisante", ô combien !, était né qui

conserva ce nom malgré l'interdiction de la cocaïne dans les années 1890. Une firme à vocation internationale se mit en place, qui n'aime pas voir remettre en question sa légende dorée. William Reymond la maltraite allégrement, preuves à l'appui. La saga devient, sous sa plume, sordides conquêtes de marchés et pactes commerciaux inavouables, en particulier avec l'Allemagne hitlérienne. Il est plutôt consolant de découvrir que, face à ce géant du capitalisme sans scrupule, la France figure l'archétype de la résistance au soda mondialiste, en même temps qu'une énigme définitivement indéchiffrable.

A.B.

* William Reymond : *Coca-Cola, l'enquête interdite*. Flammarion, 430 p., 20 euros.

Il y aura quatre-vingt-dix ans ce onze novembre à onze heures, le clairon sonnait le cessez-le-feu. Les délégués allemands acceptaient dans le wagon de Reithondes les conditions d'armistice dictées par le maréchal Foch au nom des Alliés. La France était victorieuse, mais à quel prix ! 1 140 000 soldats tués, auxquels s'ajoutaient 572 000 civils, plus 100 000 grands blessés et mutilés, plus de deux millions de naissances perdues pendant quatre années de guerre, plus de 4 500 communes détruites ou sinistrées, deux millions d'hectares du sol français à remettre en état...

La république ou bien la France ?

La Grande Guerre est assurément un épisode dans une cascade de conflagrations déclenchées à la suite de la Révolution de 1789 dont l'un des crimes fut d'inventer la guerre des peuples. Dès 1792, les nations tout entières se trouvèrent en corps engagées dans des conflits de plus en plus terrifiants et la haine de l'ennemi s'érigea en devoir. Comme la Révolution exporta ses principes prétendus libérateurs, notamment celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - donc le droit reposant sur la seule volonté des masses de s'ériger en nation sans tenir compte de l'histoire -, l'Europe entière se retrouva sens dessus dessous. Ainsi surgit l'expansionnisme allemand fondé sur une dangereuse volonté de puissance.

La République française, amputée par l'Allemagne en 1870 de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, s'enferma dans les idéologies individualistes des "grands ancêtres", se plaisait dans un parlementarisme mou et diviseur (cinquante ministères en quarante ans !), arrachait par son centra-

□ IL Y A 90 ANS L'ARMISTICE...

Ce que coûte la défense de la nation

1 140 000 soldats tués, auxquels s'ajoutaient 572 000 civils, plus 100 000 grands blessés : cet anniversaire nous rappelle que la République ne fut jamais économe du sang français.



*L'Ossuaire de Douaumont
N'oublions pas l'hécatombe
qu'ont représentée
ces quatre années
de guerre.*

lisme aberrant les Français à l'amour de leur terre charnelle, diluait l'idée même de patriotisme dans un suicidaire pacifisme. Devant l'Allemagne de Bismarck, puis de Guillaume II, elle n'en imposait guère... Dès 1913, Maurras prévoyait que les trahisons du régime se traduiraient par « 500 000 jeunes Français couchés froids et sanglants sur leur terre mal défendue ». Il y en eut, hélas, beaucoup plus !

Car survint en effet la guerre en août 1914. Il faut le reconnaître : il se produisit un de ces miracles dont notre pays a le secret. Ce n'est pas la République amie des mutins et des défaitistes, mais c'est la France qui gagna la guerre : il y eut, même dans le régime, des hommes pour préférer la patrie à l'idéologie et pour, comme a dit Maurras, cesser de « travailler républicainement ». L'Action française, pour le bien commun, mit elle-même

momentanément entre parenthèses la lutte contre le régime et Léon Daudet mena de rudes campagnes contre les traîtres.

Il n'en reste pas moins que la République survivait : « Si l'on n'a pas fini plus tôt la guerre où la folie allemande nous avait donné le monde pour allié, écrivait Maurras dans *L'Action Française* du 11 novembre 1920, *la République l'a bien voulu [...] Ses meilleurs chefs ignorant l'Europe, la République a manqué l'occasion d'en séparer l'Autriche [de l'Allemagne] et de prendre l'Allemagne à revers.* » Allusion aux tentatives de paix séparée conduites en 1917 par les princes Sixte et Xavier de Bourbon Parme, beaux-frères de l'empereur d'Autriche. Les politiciens francs-maçons n'avaient que haine pour cet empire catholique !

Maurras poursuivait : « *Que de sang, que de morts cela représente ! Et quel voile de deuil ce mot de République a étendu*

sur le visage de la patrie ! Puisse la paix menteuse et précaire qu'elle a conclue ne pas imposer trop tôt aux survivants un holocauste double ou triple de celui que vient de consumer ce Moloch ! » Hélas, la paix de Versailles signée en 1919 humiliait l'Allemagne mais sauvegardait son unité, cause première du déséquilibre européen tandis que le démembrement de l'empire austro-hongrois ôtait tout contrepoids au pangermanisme. Nous devons le payer cher en 1940. Il faut relire *Les Conséquences politiques de la paix* de Jacques Bainville.

L'AF au champ d'honneur

N'oublions pas l'hécatombe qu'ont représentée ces quatre années pour l'Action française : moururent au champ d'honneur notamment Léon de Montesquiou, fondateur de l'Institut d'Action française, Henri Lagrange, ancien secrétaire général des Étudiants, Octave de Barral et le jeune juif Pierre David (qui avant de mourir écrivit à Maurras pour le remercier de lui avoir enseigné la patrie). Tombèrent aussi les trois quarts des rédacteurs de *La Revue Critique des idées et des livres*, des jeunes riches de promesses qui ont tant manqué ensuite au redressement de l'intelligence française. Parmi eux Pierre Gilbert et Jean-Marc Bernard, l'auteur du *De Profundis*, le plus beau poème inspiré par les tranchées.

La République ne sut jamais dire comme Louis XV à son fils le soir de la bataille de Fontenoy : « *Voyez le sang que coûte un triomphe. Le sang de nos ennemis est toujours le sang des hommes ; la vraie gloire est de l'épargner.* » Cela ne veut pas dire se reposer dans un pacifisme bêlant, mais, au contraire, se préparer à dissuader l'ennemi de recommencer. Faute de ce courage, la République ne fut jamais économe du sang français.

Aujourd'hui, dans l'immédiat, nous ne sommes pas menacés d'une telle conflagration sur notre territoire, mais la République, dépourvue d'unité de vue, de volonté politique et de continuité, est toujours aussi impuissante à mener une politique étrangère digne de ce nom, c'est-à-dire digne du passé français. La souveraineté n'étant plus incarnée d'âge en âge, la République laisse les raisons mêmes d'être fiers d'être français échapper à nos compatriotes que l'on habitue à tout attendre d'une "Europe" affairiste et technocratique. Ce pour quoi tant d'hommes ont péri dans les horribles tranchées de la Marne et d'ailleurs tend à s'effacer même des mémoires de ceux qui iront ce 11 novembre fleurir par habitude les monuments aux morts. C'est là le plus grand crime à reprocher à la République. Chassons-la pour être sûrs de rester Français.

MICHEL FROMENTOUX

Le Sénat romain n'était pas élu, ses membres étaient, en quelque sorte, cooptés parmi les magistrats issus des grandes familles aristocratiques, et du sang neuf, les "hommes nouveaux", s'y introduisait au compte-gouttes. Un ambassadeur reçu par le Sénat dit qu'il avait cru être introduit devant une assemblée de rois ! L'Empire romain semble, à première vue, ne pas avoir connu l'hérédité. En réalité, il l'a connue de manière cachée : la plupart des empereurs n'ont pu avoir de successeurs directs parce qu'ils n'eurent pas de fils ou que ces derniers moururent en bas âge ; mais une étude généalogique prouve que, dans l'ensemble, l'Empire fut transmis par les femmes. Si les féministes apprenaient cela, le latin reviendrait à la mode !

Carolingiens, Mérovingiens, Capétiens, des trois races de nos rois la dernière connut une hérédité heureuse qui fit la France. Après cette constatation, Maurras cite Auguste Comte qui n'a cessé de répéter : « *Les morts gouvernent les vivants.* » Culte des ancêtres, coutumes des ancêtres, *mos majorum*, tous les peuples civilisés, et même la plupart des autres, ont vécu sur ces principes, et plus l'aventure hu-

□ LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

L'hérédité et la civilisation

Des trois races de nos rois, celle qui fit la France fut celle qui évolua dans les meilleures conditions d'hérédité monarchique

■ C'est l'hérédité collective d'une aristocratie recueillant la succession du Sénat de Rome qui donna la durée et la force à l'Empire romain. Des trois races de nos rois, celle qui fit la France fut précisément celle qui évolua dans les meilleures conditions d'hérédité monarchique, lesquelles ont permis la régulière transmission, la continuité rigoureuse de leurs

desseins. La valeur de tout effort personnel est dominée par l'immense principe historique en vertu duquel les vivants sont « *de plus en plus, et nécessairement, gouvernés par les morts* », et chaque vivant par ses morts particuliers. Cette nécessité bienfaisante est la source de la civilisation. Mais il y a longtemps que la démocratie s'est insurgée contre

cette condition d'un ordre civilisé ; elle a choisi la barbarie, elle veut se recommencer tout entière à chaque individu qui vient au monde, sauvage et nu. C'est à l'humanité des cavernes que la démocratie veut nous ramener.

CHARLES MAURRAS
Sans la muraille des cyprès
J. Gibert, 1941

maine avance, plus, "nécessairement" l'expérience du passé a enrichi la civilisation.

Mais Rousseau vint. Alors que toutes les sociétés, des primitives aux plus élaborées, avaient postulé que la civilisation était un capital transmis et augmenté, le citoyen de Genève piétina la plus belle réalisation du génie humain, la France d'Ancien Régime, et les privilégiés s'enthousiasmèrent

pour ce faune, comme les bourgeois d'aujourd'hui, gavés et repus, accompagnent leur digestion d'un militantisme en faveur de la faim dans le monde. Rousseau chantait déjà la chanson impie : « *Du passé faisons table rase.* »

La démocratie a choisi la barbarie. Rousseau ne disait-il pas dans son *Discours sur l'inégalité* que l'homme qui médite est un animal dépravé ? Oui, la démo-

cratie est une barbarie : le citoyen électeur ne cesse de dire, ouvertement ou *in petto* « *Moi, je pense que...* », sans expérience ni compétence. Dès la prime jeunesse, le malheureux enfant de démocrate, futur électeur et futur fossoyeur de la civilisation, apprend à l'école rousseauiste à étaler, à exhiber, son petit moi barbare et inorganique : son barbouillage de gouache ou d'aqua-



*L'hérédité du Sénat
donna sa force
à l'Empire romain.*

relle passera pour une œuvre digne de Michel-Ange, et les premiers mots qu'il jettera sur un papier relègueront Homère au musée des vieilleries. Ne connaissons-nous pas, quand nous visitons certains musées subventionnés, « *l'humanité des cavernes* » ? Né de parents inconnus et mort célibataire, l'homme dénoncé par Renan restait encore un malheureux instruit. L'école moderne a fait de son successeur un sauvage. Saluons une fois de plus la qualité d'analyse d'un Maurras. Il est tellement intelligent, son esprit de déduction est tellement puissant qu'il nous semble un prophète. Rangés derrière son autorité, formons-nous à sa méthode.

GÉRARD BAUDIN

L'AF EN PROVINCE

» **LYON**

Cercle d'études le jeudi 6 novembre à 19 h 30 en centre-ville : *Interrogations et débat sur la question européenne*. Renseignements : afelyon.tk ; lyonroyaliste@gmail.com ; 06 45 76 93 55 .

» **SAINT-ÉTIENNE**

Conférence étudiante le vendredi 7 novembre à 19 heures en centre-ville : *Kosovo, Géorgie, un tournant pour les nations ?* Renseignements : http://afeforez.tk ; srforez@gmail.com ; 06 88 80 91 99.

» **NÎMES**

Réunion du Cercle Saint-Charles le deuxième samedi de chaque mois. **Rendez-vous samedi 8 novembre à 14 heures** à la brasserie Le Palace, angle Esplanade et rue Royale. Mme Isabelle Allard fera un exposé sur Alphonse Daudet.

» **GRENOBLE**

Café politique le mercredi 19 novembre à 18 h 30 en centre-ville : *Monarchie, Républiques*. Renseignements : http://afe-grenoble.tk ; afegrenoble@gmail.com

» **LE HAVRE**

Réunion du Cercle Jules Le-maître le premier lundi de chaque mois à 18 heures, salle René Cassin, 130 rue Anatole France. Renseignements : 06 07 57 83 16.

» **LIMOGES**

S'adresser au docteur Charles, 1 rue Victor Schoelcher, 87000 LIMOGES. Tél : 05 55 43 38 16 ou 06 30 53 20 59.

» **CONFÉRENCES-DÎNERS**

LE CARDINAL DE CABRIÈRES : un modèle de catholique et de royaliste français : avec la participation de M^{lle} Marguerite Puget, professeur agrégé des lettres, auteur de *La Vie pittoresque et valeureuse d'un cardinal : Anatole de Cabrières* (éd. Clovis, 2008, 9 euros). À Bordeaux, le vendredi 21 novembre à 19 h 30, au restaurant Le Xaintrailles, 114 boulevard du Maréchal Leclerc (à côté de la caserne). À Toulouse le samedi 22 novembre à 10 h 30 en centre-ville. À Biarritz le dimanche 23 novembre à 15 heures, 34 rue de Parme. Inscription pour Bordeaux ou Toulouse (repas) : 23 euros par personne. S'inscrire impérativement avant le 14 novembre à : CAEC, BP 80093, 33035 BORDEAUX CEDEX. Règlement à l'inscription par chèque à l'ordre de : CAEC - CCP. 15 503 63 W. Renseignements : af-aquitaine.over-blog.com

COMMÉMORATION DU 11 NOVEMBRE



Les "vendeurs volontaires" et les collaborateurs de *L'Action Française 2000* participeront le 11 novembre à l'hommage traditionnel rendu aux combattants de la Grande Guerre et aux étudiants ayant manifesté contre l'occupant en 1940. Organisé sous la responsabilité du CRAF, le rassemblement sera présidé par André Pertuzio, qui avait été l'un des chefs de file des étudiants résistants.

RENDEZ-VOUS À 19 HEURES EN HAUT DES CHAMPS-ÉLYSÉES, devant la plaque d'hommage aux manifestants du 11 novembre 1940. La manifestation rejoindra ensuite le cortège d'hommage au soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe.

LE 11 NOVEMBRE À NÎMES



Le mardi 11 novembre 2008, nos amis et sympathisants du Gard, du Vaucluse et de l'Hérault sont invités à participer à une cérémonie au monument aux morts de l'Action française (1914-1918) au cimetière de Nîmes.

RENDEZ-VOUS À 9 H 30 À L'ENTRÉE DU CIMETIÈRE SAINT-BAUDILE, route d'Avignon.

ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DES CAMELOTS DU ROI



Vous êtes tous conviés, ainsi que vos familles et amis, à un Grand Banquet des Volontaires du Roi,

LE SAMEDI 22 NOVEMBRE À 12 HEURES.

Merci de confirmer votre présence par courriel à l'adresse suivante : actionroyaliste@yahoo.fr (peu de places disponibles).

Nouvelles royalistes

Coup d'éclat

Le 22 octobre, place de la Bourse à Paris, une quarantaine de militants d'Action française se

sont réunis, sous l'égide du CRAF, pour réclamer le retour du politique. Ils ont proposé aux passants et riverains un "son et lumière"

d'une quinzaine de minutes. Ils ont dénoncé l'irresponsabilité des banquiers et de leurs complices gouvernementaux, déployant une banderole d'une dizaine de mètres avec pour slogan : « *Consommez, spéculiez, tout va bien !* » Un millier de tracts ont été distribués.



Fréquence royaliste

La première émission de *Radio Fréquence Royaliste* est accessible sur la Toile. Au micro : Frédéric Wincler, Zarma, Kad et Jean-Philippe Chauvin. Sont évoqués les camelots du Roi - leur héritage et leur état d'esprit -, l'Action sociale corporative et la crise financière. Rendez-vous à cette adresse pour les écouter : www.radio-royaliste.fr

Avis aux sections, fédérations et groupes militants

Dès notre prochain numéro (*L'AF 2000* n° 2759 du 20 novembre 2008), toutes les annonces que vous souhaitez voir publier dans le journal devront être adressées directement à *L'Action Française 2000*, Service Page militante, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS, ou par courriel à l'adresse suivante : pagemilitante@actionfrancaise.fr
Ces annonces doivent impérativement nous parvenir avant le lundi précédant la parution d'un numéro. Bien entendu, ne seront annoncées comme activités d'Action française que celles organisées par des groupes rattachés aux instances officielles.

LA RÉDACTION

PIERRE PUJO



Une messe pour le repos de l'âme de Pierre Pujo sera célébrée pour le premier anniversaire de sa mort **LE SAMEDI 15 NOVEMBRE À 10 H 30** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (Paris 1er).

» **INFORMATIONS**

□ FRANCE ROYALISTE NICE-PROVENCE organise sa réunion d'automne le dimanche 16 novembre dans les Salons du Grand Hôtel Aston, 12 avenue Félix-Faure, Nice. Déjeuner amical à 12 heures, suivi à 15 heures d'une conférence consacrée au *Combat des idées*. Pour tout renseignement : 04 93 98 10 45.

□ SOS-Tout-Petits - Récitation du Rosaire pour les victimes de l'avortement. Samedi 15 novembre, à 14 h 30, parvis de Notre-Dame, devant la statue de Charlemagne.

» **ERRATUM**

Une erreur s'est glissée en page 7 de notre précédent numéro. La présidence du Mémorial des Rois est assurée par Chahpour Sadlet. Nous lui présentons nos excuses.

RECHERCHE VENDEURS VOLONTAIRES - CAMELOTS

Recherche tous documents concernant les Camelots du Roi (souvenirs, insignes, récits)

VENEZ REJOINDRE NOS EQUIPES DE VENDEURS AU SERVICE DU ROI !

Prière d'entrer en contact avec : Frédéric Wincler : fredericwincler@yahoo.fr

camelotsduroi.com

Malgré un climat boursier encore délétaire et une récession économique malheureusement inévitable, il apparaît aujourd'hui comme acquis que le système financier international a été stabilisé et que le pire des scénarios, celui d'une faillite bancaire généralisée, a été écarté. Le mérite en revient à l'action conjointe des États qui ont garanti les dépôts bancaires et injecté des quantités phénoménales de liquidités pour recapitaliser les grands établissements défaillants. Les idéologues du néolibéralisme, apôtres de la dérégulation et de la suprématie des marchés, font profil bas pour le moment.

Bénéfices indus

De cet heureux retour en grâce de la puissance publique, il est assez cocasse de voir Nicolas Sarkozy engranger, en animal politique que l'on connaît, quantité de bénéfices indus. En effet, le président français, qui avait besoin de reprendre la main sur le plan économique après l'échec manifeste de son programme de campagne "travailler plus pour gagner plus", a utilisé le contexte de la crise mondiale pour se redonner une stature, tant sur le plan intérieur qu'au niveau international. Usant à merveille de son activisme débordant, des couloirs du FMI aux sommets du G8, des plateaux de télévision aux usines du Nord, il a su se draper dans les habits du contempteur du capitalisme immoral et dans ceux du bon samaritain de la régulation et du contrôle des marchés.

Nouveau coup de bluff opportuniste ou prise de conscience réelle ? Il est difficile de faire la

□ FACE À LA CRISE

Sarkozy fait sa révolution

Éternel thuriféraire du capitalisme anglo-saxon, Nicolas Sarkozy s'est mué en partisan du contrôle des marchés financiers. Prise de conscience salutaire ou nouveau bluff ?



Nicolas Sarkozy peine à convaincre alors qu'il avait proposé d'importer la pratique américaine des prêts hypothécaires...

part des choses, tant la plasticité du chef de l'État est grande. Sur le plan de la politique intérieure, il est clair que Nicolas Sarkozy reconduit sa stratégie de neutralisation de l'opposition en créant la rupture sur des thèmes chers à la gauche de gouvernement : il s'agit ici de la domestication du capitalisme. Plus encore, en dénonçant, dans son discours de Toulon du 25 septembre, les « voyous de la finance » et en appelant à « une moralisation du capitalisme », il devance les critiques d'un parti socialiste converti depuis longtemps à l'économie de marché mais dont "l'éthique" constitue la seule bouée de sauvetage. Son avertissement solennel aux banques et sa décision de mise sous tutelle, par l'intermé-

diaire des trésoriers payeurs généraux (TPG), des crédits à destination des PME et des particuliers, dénote un interventionnisme depuis longtemps oublié par la gauche libérale. Enfin, dans le registre du soutien de l'État à l'économie en difficulté, son annonce du 28 octobre de la création de 100 000 emplois aidés supplémentaires, mesure "labellisée" de gauche, témoigne également d'une volte-face certaine.

À ce propos, au-delà des cliques partisans et bien que l'efficacité à long terme des emplois aidés soit discutable, il est incontestablement rassurant que le gouvernement ait refusé d'appliquer une politique budgétaire restrictive et ait adopté une ligne de conduite d'inspiration keyné-

sienne afin de combattre la conjoncture actuelle. Cela s'illustre aussi dans le soutien à l'investissement qui évitera peut-être une dégradation encore plus importante de notre tissu industriel.

Un aveu d'impuissance

Pourtant, ce Sarkozy nouveau, auréolé de l'autorité de l'État, peine à convaincre lorsque l'on se souvient que le même homme a été, de tout temps, le thuriféraire du capitalisme anglo-saxon le plus dérégulé. Lorsque l'on se souvient également qu'il proposait, le 14 septembre 2006, dans un discours de pré-campagne, de « changer les règles prudentielles des banques » pour importer dans notre pays la pratique américaine des prêts hypothécaires. Pratique qui se trouve justement être à l'origine de la crise des *subprimes*. De même, l'appel à la moralisation du capitalisme lancé par le chef de l'État laisse perplexe à double titre : d'une part, la sincérité de Nicolas Sarkozy peut être mise en doute lorsque l'on sait, par exemple, que les députés, examinant le 30 octobre le budget de la sécurité sociale, ont largement épargné, sur les ordres du gouvernement, les "parachutes dorés" des dirigeants d'entreprise les mieux payés, alors que le candi-

dat à l'élection présidentielle avait promis, il y a un an et demi, de supprimer ces pratiques. D'autre part, le recours à la morale apparaît comme un vulgaire aveu d'impuissance si les règles régissant les marchés financiers ne sont pas modifiées sur le fond. Le débarquement brutal, à la mi-octobre, d'un haut dirigeant de la finance - Charles Milhaud, patron des Caisses d'épargne - n'y changera rien. Les banques françaises ont déjà absorbé 10,5 milliards d'euros du plan de sauvetage gouvernemental. Il n'y a malheureusement pas d'autre choix que de leur accorder cette sorte de prime à l'incompétence car il est impératif qu'elles soient en mesure d'assurer leur rôle dans le financement de l'économie. Le gouvernement agit en pompier et n'a pas les moyens de régler des comptes.

La seule voie possible pour l'avenir est de recréer les conditions d'une régulation des marchés financiers à l'échelon le plus pertinent qui soit, c'est-à-dire le cadre national. Les banques pourront ainsi accomplir sereinement leur mission première, répondre aux besoins de financement des entreprises et des ménages français, au lieu de spéculer sur des actifs douteux et anonymes aux quatre coins de la planète.

PATRICE MALLET

I CETTE ANNÉE-LÀ

Cette année-là, la première de son règne, François 1^{er}, vingt ans, incarnait le rajeunissement du royaume, à tel point que "1515" a toujours gardé, dit Bainville, « quelque chose de joyeux et de pimpant ». Son oncle et beau-père, le très aimé "père du peuple" Louis XII, s'était éteint le 1^{er} janvier sans héritier direct. François de Valois-Angoulême, qui se préparait depuis sa jeunesse radieuse entre deux femmes dont il était le dieu, sa mère Louise de Savoie, et sa sœur Marguerite, future reine de Navarre, bondit aussitôt sur le trône.

Dès le sacre somptueux dans la basilique de Reims, le 25 janvier, ce jeune roi svelte et enjoué, savourant autant les ornements de l'esprit que ceux du corps, déjà réputé pour un humaniste assoiffé d'art et de littérature, donna la parfaite image d'un prince de la Renaissance qui ne rompa pas pour autant avec la foi vibrante et le goût du faste de la chevalerie médiévale. Après un périple triomphal, il effectua le 15 février, tout de blanc vêtu, son entrée solennelle dans Paris orné d'étendards, de banderoles, de riches soies et de superbes velours, au son des trompettes et des tambours. Sous les acclamations trépidentes de la jeunesse

□ 1515

La jeunesse d'un royaume

François 1^{er} est sacré à Reims le 25 janvier. Quelques mois avant la bataille de Marignan où s'illustre le "roi chevalier".

et le regard enamouré des belles dames, François lançait à poignées des pièces de monnaie... Sous des dehors d'enfant gâté, le jeune roi était un fin calculateur. Il savait que l'horizon européen n'avait rien de limpide et que survenait un monde où ne régnerait plus comme au Moyen Âge l'harmonie des âmes, mais où la paix devrait plutôt reposer sur l'équilibre des forces.

Or, menaçaient la France Henri VIII d'Angleterre, Charles de Brabant, roi des Pays-Bas bourguignons, à peine âgé de quinze ans, petit-fils de l'empereur Maximilien 1^{er}, et l'autre grand-père du même Charles, Ferdinand d'Aragon. La tenaille risquait de se fermer sur la France, or, c'était en Italie qu'il fallait la démonter, d'autant que la reine Claude, alors enceinte, héritait des droits de Louis XII sur le Milanais de son aïeule Visconti ! Aussi François méditait-il son plan. Quelques promesses pour tenir tranquilles l'An-

glais et le Bourguignon, puis une alliance avec Venise, et voici, dès le mois d'avril, sans que nul ne l'eût vue arriver, une puissante armée concentrée dans le Lyonnais et le Dauphiné ! En route pour en prendre le commandement, traversant Amboise, François terrassa de son épée un sanglier furieux.

Marignan

À Lyon le 15 juillet, il confia la régence à Louise de Savoie, puis partit pour Embrun avec le connétable de Bourbon, les maréchaux de Lautrec, Trivulce et de La Palice, et quelques grands capitaines dont Bayard, entraînant douze mille cavaliers, 30 000 hommes de pied qui tiraient 72 pièces de grosse artillerie et 300 pièces légères. Bientôt s'ajoutèrent 22 000 lansquenets allemands. Les Suisses ayant refusé les offres d'entente, il fallut, avec tous ces engins, traverser les Alpes suisses sur des sentiers étroits et inexplorés

comme suspendus sur le vide. L'exploit est resté dans les mémoires autant que jadis celui d'Annibal. L'irruption des Français surprit Prosper Colonna, officier du duc de Milan, alors qu'il était à table dans le Piémont à Villafranca.

François 1^{er} toujours plein d'entrain voulut quand même négocier encore avec les Suisses qui eurent bien tort de refuser, car à Marignan près de Milan, la bataille dura du 13 au 15 septembre et fut extrêmement rude jusqu'à ce que l'artillerie française eût le dernier mot. Pendant toute une nuit « le cul en selle et la lance au poing », comme il devait écrire à sa mère, François fut héroïque et devint pour tous le « roi-chevalier » après qu'il eut fait à Bayard l'honneur de lui demander de l'adouber. Les Suisses jusqu'alors invincibles ne purent plus refuser les avances françaises et c'est ainsi que quelques mois plus tard était signée la paix de Fribourg (29 novembre 1516) les fai-



sant entrer par un contingent régulier au service des rois de France. C'est la seule paix au monde qui ait jamais mérité d'être qualifiée de perpétuelle.

Autre heureuse conséquence de la victoire de Marignan : le pape Léon X (un Médicis) vit qu'il était temps de résoudre quelques différends entre l'Église et la monarchie capétienne ; il en sortit le concordat de 1516 qui allait rester en vigueur jusqu'à la Révolution. Cette première année de règne laissait présager bien des prouesses, car l'Europe n'allait pas laisser François en paix. Déjà sous le jeune Charles de Brabant perçait Charles-Quint, et, six ans plus tard (1521) Luther allait lancer son brûlot...

MICHEL FROMENTOUX